



THESIS / THÈSE

MASTER EN SCIENCES DE GESTION À FINALITÉ SPÉCIALISÉE EN BUSINESS ANALYSIS & INTEGRATION

Impact des inégalités économiques et de l'inclusion financière sur le populisme

Dartois, Guillaume

Award date:
2020

Awarding institution:
Universite de Namur

[Link to publication](#)

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



Impact des inégalités économiques et de l'inclusion financière sur le populisme

Guillaume DARTOIS

Directeur: Prof. J-Y. GNABO

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du titre de
Master 120 en sciences de gestion, à finalité spécialisée
en Business Analysis & Integration

ANNEE ACADEMIQUE 2019-2020

Avant-propos

Le présent mémoire de fin d'étude est réalisé dans le cadre de l'obtention du diplôme de Master 120 en Sciences de Gestion à l'Université de Namur. L'idée de ce thème a été proposée par Monsieur GNABO et a immédiatement éveillé mon intérêt du fait de son caractère actuel ainsi que de l'interaction de différentes dimensions (politique, économique et financière), me permettant de faire des connexions entre des domaines me passionnant particulièrement. Sa réalisation a été rendue possible grâce à trois types de personnes que je tiens à remercier sincèrement.

Premièrement, mon promoteur, le Professeur Jean-Yves GNABO, qui m'a accompagné tout au long de la réalisation de ce travail, notamment via des entretiens vidéo pour échanger et donner des conseils sur les meilleures pistes à suivre.

Ensuite, je tenais à remercier l'ensemble du corps professoral de la faculté des sciences économiques, sociales et de gestion de l'Université de Namur, m'ayant donné un solide bagage économique et financier nécessaire à la réalisation de ce travail.

Enfin, un merci particulier à mes parents, m'ayant soutenu de différentes manières au cours de ce travail, notamment en le relisant de multiples fois afin de le rendre le plus clair et précis possible.

Table des matières

Avant-propos	1
Introduction	4
Chapitre 1 : Revue de littérature	7
1.1 Populisme	7
1.1.1 Qu'est-ce que le populisme ?	7
1.1.2 Quelles sont les origines du terme "populisme" ?	8
1.1.3 Quels furent les premiers mouvements populistes ?	8
1.1.4 Quelles sont les causes du populisme contemporain ?	9
1.1.5 En quoi les populismes de gauche et de droite se distinguent-ils ?	14
1.1.6 Quel est le mécanisme du vote populiste ?	15
1.1.7 Quelles sont les caractéristiques des électeurs des deux branches populistes ?	16
1.1.8 Quelle est la stratégie utilisée par les populistes ?	17
1.1.9 Etat des lieux du populisme dans le monde	20
1.1.10 Comparaison du risque populiste en Europe par rapport aux USA	21
1.2 Finance inclusive et son impact sur la performance des banques, l'économie et la société	23
Chapitre 2 : Présentation des variables et collecte de leurs données	25
2.1 Mesurer la variable dépendante : le populisme	25
2.2 Mesurer la première variable explicative : les inégalités de revenu	27
2.3 Mesurer la deuxième variable explicative : l'inclusion financière	29
2.4 Conclusions sur les données	33
Chapitre 3 : Statistiques descriptives des variables	35
3.1 Populisme	35
3.2 Inégalités de revenu	35
3.3 Inclusion financière	36
3.4 Conclusions sur les statistiques descriptives	37
Chapitre 4 : Evolution des 3 dimensions au cours du temps	38
Chapitre 5 : Corrélations (analyses inconditionnelles des relations)	40
5.1 Corrélations générales	40
5.2 Corrélations liées à l'Europe de l'Ouest	40
5.3 Corrélations liées à l'Europe du Nord	41
5.4 Corrélations liées à l'Europe de l'Est	41
5.5 Corrélations liées à l'Europe du Sud	41
Chapitre 6 : Régressions économétriques	42

6.1	Méthodologie.....	42
6.1.1	Panel non cylindré.....	42
6.1.2	Modèles à effets fixes.....	42
6.2	Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (1986-2020).....	45
6.2.1	Régressions sans variable d'interaction	45
6.2.2	Régressions avec variables d'interaction	46
6.3	Régresser le populisme sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière (2004-2020)	47
6.3.1	Régressions sans variable d'interaction	47
6.3.2	Régressions avec variables d'interaction	48
6.4	Conclusions sur les deux premières régressions.....	49
6.5	Régression additionnelle : régresser le populisme sur les inégalités de revenu (2004-2020)	50
6.5.1	Régressions sans variable d'interaction	50
6.5.2	Régressions avec variables d'interaction	51
6.6	Evaluation de la qualité des modèles.....	52
	Conclusions générales	55
	Limitations de l'étude et ouvertures.....	57
	Bibliographie.....	59
	Annexes.....	62

Introduction

Le populisme est un phénomène qui n'est pas nouveau. Ainsi, ses origines remontent au 19^{ème} siècle. Cependant, il connut une percée importante ces dernières années, illustrée notamment par la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit) ou encore par l'élection de Trump comme président des Etats-Unis fin 2016. Il est même devenu aujourd'hui indissociable du débat politique. Ce thème étant plus que jamais d'actualité et ayant une influence significative sur les relations politiques et économiques entre pays, il nous a semblé intéressant d'approfondir le sujet.

Dans ce mémoire, nous allons nous intéresser aux causes du populisme (deux d'entre elles). Ainsi, nous allons évaluer l'impact que pourraient avoir deux types d'inégalités sur le populisme en Europe. Plus spécifiquement, l'objectif est de déterminer dans quelle mesure la variation des inégalités économiques et de l'inclusion financière dans le temps influence les votes en faveur des partis populistes.

La littérature existante met beaucoup l'accent sur la définition du « populisme », concept utilisé un peu à tort et à travers dans les différents discours, les différentes formes qu'il peut prendre (populisme de gauche et de droite) ainsi que sur les causes du populisme actuel dans les sociétés occidentales. A ce titre, la littérature existante en dénombre trois principales : la montée des inégalités économiques provoquées par la mondialisation et la crise financière de 2008, la remise en cause de la démocratie par le peuple ainsi qu'une crise culturelle. La littérature a également mis en lumière le lien de cause à effet entre les inégalités économiques provenant de la globalisation et le populisme, notamment dans l'étude de PASTOR et VERONESI (2018). Concernant l'inclusion financière, AHAMED, HO, MALLICK, et MATOUSEK (2018) ainsi que AHAMED, et MALLICK (2019) se sont intéressés à son impact positif sur la performance et la stabilité des banques, notamment en permettant de collecter des dépôts d'un plus grand nombre de personnes, leur permettant de réduire la volatilité des dépôts des particuliers et des rendements. A leur tour, des banques qui fonctionnent mieux ont un impact positif sur la croissance réelle alors que le fait d'inclure plus de personnes dans le système financier formel permet le progrès économique et social.

Ce présent mémoire compte puiser son originalité en s'intéressant à l'impact combiné de deux types d'inégalités sur le populisme, ce qui n'a jamais été réalisé auparavant. De plus, ce mémoire cherchera également à identifier l'existence d'une différence d'impact de ces deux types d'inégalités en fonction de la région géographique.

Pour ce faire, le premier type d'inégalités, à savoir les inégalités de revenu, sera mesuré par l'indice de Gini, mesure traditionnelle d'inégalité. Le deuxième type d'inégalités utilisé, plus moderne, est l'inclusion financière. Cette dernière sera mesurée selon ses deux dimensions principales, l'accès et l'utilisation. En effet, une exclusion des systèmes financiers pourrait avoir un impact sur le populisme à travers le sentiment de marginalisation. L'intérêt de ce mémoire est donc d'intégrer également une vue plus moderne des inégalités, ce qui à notre connaissance n'a été fait dans aucun article jusqu'à présent. Ainsi, PASTOR et VERONESI (2018), dans leur étude de l'impact de la montée des inégalités sur le populisme en Europe et aux Etats-Unis, se sont limités à l'inégalité de revenu. Ils ont en effet utilisé le coefficient de Gini du revenu disponible après impôts et transferts ainsi que la part des revenus des 10% les plus élevés pour mesurer l'inégalité. Ils ont pourtant inclus une dimension de développement financier mais celle-ci était mesurée par la capitalisation boursière d'un pays, le crédit privé, le volume des transactions boursières et la somme des capitalisations boursières et obligataires, tous ramenés au PIB. Ils ne sont donc pas très représentatifs des inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services financiers et bancaires de base.

Les données seront collectées uniquement sur des pays européens, qui seront au nombre de 21 dans notre échantillon, et sur la période 1986-2020, séparée en intervalles de 3 ans. Les données sur l'inclusion financière ne porteront cependant que sur la période 2004-2018, faute de données antérieures suffisantes.

Afin de mesurer l'éventuel impact de ces deux types d'inégalités sur le populisme, un panel non cylindré sera construit, certaines données étant manquantes pour des raisons aléatoires, et des régressions à effets fixes seront réalisées avec des systèmes de retard. En effet, on peut se douter qu'il puisse y avoir un délai entre une montée des inégalités et une éventuelle réaction de la population qui se traduirait dans les urnes.

En plus de déterminer l'impact absolu que pourraient avoir ces deux types d'inégalités sur le populisme, nous tenterons de déterminer l'existence de différences significatives entre régions

géographiques européennes, chaque pays de l'échantillon étant assigné à une région (Europe du Nord, de l'Ouest, de l'Est ou du Sud) selon la classification utilisée par l'ONU dans ses publications.

Les principaux résultats de notre étude confirment l'impact positif qu'ont les inégalités de revenu sur les votes populistes, principalement dans un délai allant de 3 à 6 ans. Sur la période 2004-2020, cet impact est particulièrement important en Europe du Sud. En revanche, il est beaucoup plus faible, voire négatif dans les pays d'Europe du Nord et de l'Est. Concernant l'impact de l'inclusion financière sur le populisme, rien ne peut être déclaré avec certitude.

En résumé, ce mémoire commencera par une revue de littérature extensive permettant de mettre au clair ce qui est déjà connu sur la problématique. Ensuite, nous collecterons les données relatives aux trois dimensions de notre étude (populisme, inégalités de revenu et inclusion financière). Une fois ces données collectées, nous analyserons leurs statistiques descriptives, leur évolution au cours du temps ainsi que leurs corrélations (analyses inconditionnelles des relations). Nous réaliserons ensuite des régressions de panel à effets fixes qui nous permettront de conclure sur d'éventuels résultats significatifs. Enfin, nous terminerons ce mémoire en présentant ses limites et en ouvrant des perspectives pour des potentielles futures recherches.

Chapitre 1 : Revue de littérature

1.1 Populisme

1.1.1 Qu'est-ce que le populisme ?

Le populisme est une idéologie, utilisée en politique, qui vise à défendre le peuple, considéré comme homogène et pur, face aux élites dirigeant le pays et vues comme corrompues.

Le populisme se décline en deux grandes catégories avec d'une part le populisme de gauche (que l'on appellera dans ce mémoire la gauche radicale) et d'autre part le populisme de droite. Dans le cas du populisme de droite, il s'agit, tout comme pour le populisme de gauche, de défendre le peuple par rapport aux élites mais également par rapport aux étrangers qui constituent une menace pour la culture nationale. Nous y reviendrons plus tard.

La caractéristique principale du populisme est de **vouloir faire entendre le peuple**, de lui donner les pleins pouvoirs. A ce titre, les populistes ne sont pas satisfaits du système politique actuellement en place, à savoir la démocratie représentative (constituée par des partis et assemblées). Celle-ci n'est pas suffisamment à l'écoute et en accord avec la réalité et les désirs du peuple. Ils prônent une démocratie participative ou directe en généralisant le recours aux référendums. Les populistes souhaitent s'adresser directement au peuple.

Cependant, il est important de noter que les partis populistes respectent la démocratie et le jeu électoral. En Europe, le populisme est même né de la démocratie. En effet, la démocratie favorise l'expression d'idées différentes et donc la naissance des partis populistes dont l'objectif est de démontrer au peuple leur différence par rapport aux partis traditionnels. Le populisme n'est jamais venu du peuple, c'est toujours le populisme qui est venu au peuple voire même imposé à ce dernier.

Enfin, le populisme bouscule l'équilibre politique traditionnel et remplace le clivage gauche/droite par celui élites/peuple. Le populisme rejette les élites, considérées comme corrompues et vues comme un bloc homogène complice, dirigeant le pouvoir de manière à défendre ses intérêts personnels. Le populisme est également caractérisé par une méfiance à l'égard de la science qui est menée par les puissants qui défendent leurs intérêts. Ainsi, les chiffres officiels sont toujours rejetés, considérés comme faux, que ce soit le chômage pour le

populisme de gauche ou bien l'immigration pour l'extrême droite. La méfiance se porte également à l'égard des responsables politiques, jugés coupables d'avoir abandonné le peuple.

1.1.2 Quelles sont les origines du terme "populisme" ?

Le terme "populiste" n'a pas toujours été utilisé de manière péjorative, comme c'est le cas depuis les années 80.

En effet, le terme "populisme" était historiquement un mot noble. Il fut utilisé pour la première fois dans la littérature française en 1912 par des auteurs désirant décrire la vie du peuple de manière réaliste. Ce n'est qu'après que le terme "populiste" fut utilisé dans le monde politique en traduisant le mot russe "narodnitchestvo". Celui-ci désignait l'idéologie des premiers populistes, intellectuels "favorables à un socialisme d'esprit russe" (GODIN, 2012). Ensuite, le populisme est sorti du domaine politique pour entrer également dans les sphères sociale et culturelle.

A l'heure actuelle encore, le mot "populisme" est assez imprécis et peut désigner le mépris des élites pour les masses ou encore l'ensemble des contestations contre les élites. Cependant, il ne permet pas de distinguer la gauche radicale de la droite populiste. En effet, bien qu'étant antisystème tous les deux, elles se différencient énormément sur le plan économique et des valeurs.

1.1.3 Quels furent les premiers mouvements populistes ?

Les premiers mouvements populistes ont émergé en Russie, aux Etats-Unis et en France au 19^{ème} siècle (HERMET, 2018).

En Russie, entre 1840 et 1880, des intellectuels russes ont lancé le mouvement socialiste appelé "Narodnitchestvo", qui signifie « populisme » en français. C'était un mouvement d'éducation du peuple, surtout des paysans, la Russie étant principalement agricole à ce moment-là, d'où le terme « populisme ». Son objectif était de réveiller le peuple afin qu'il se soulève contre le système pour mener à la fin du tsarisme. Ce mouvement aura grandement influencé la révolution de 1917 via son descendant idéologique du 20^{ème} siècle appelé le Parti socialiste révolutionnaire, révolution qui mènera finalement bien à la fin du tsarisme.

Les deux autres populismes originaux sont moins violents et ressemblent plus au populisme que l'on observe à l'heure actuelle dans nos sociétés occidentales. Ils apparaissent comme une réaction à la Révolution industrielle.

Aux Etats-Unis, il y eut une insurrection agrarienne entre 1870 et 1890 déclenchée par les paysans surendettés qui se sont révoltés contre leurs banquiers. Cela a poussé le People's Party à exiger la nationalisation des chemins de fer, des ressources naturelles et des banques entre autres.

Enfin, la France connut le boulangisme à la fin des années 1880 (du nom du général Boulanger). Celui-ci souhaitait collecter les voix des gens mécontents des effets de la crise économique, de la frustration issue de la guerre perdue en 1870 ou encore de l'absence de morale des élites au pouvoir.

Il est important de distinguer le populisme classique du néo-populisme, apparu autour de l'an 2000. Le populisme classique cherchait simplement à satisfaire les besoins du peuple. Le néo-populisme, lui, s'inquiète de l'identité menacée du peuple. On parle dès lors de populisme "patrimonial" car ce dernier cherche à défendre coûte que coûte le niveau de vie (patrimoine matériel) ainsi que le style de vie (patrimoine immatériel) du peuple qui serait menacé par la mondialisation. A l'heure actuelle, dans une société individualiste, le peuple ne constitue plus une masse homogène mais plutôt une somme d'individus. Le populisme ne se mobilise donc pas pour le peuple mais plutôt contre les élites et les étrangers. Les néo-populistes européens actuels se méfient de tous les changements et n'ont pas confiance en l'avenir alors que les changements étaient vus comme des progrès après la seconde guerre mondiale.

1.1.4 Quelles sont les causes du populisme contemporain ?

Il existe trois grandes crises qui ont participé de concert à l'émergence du populisme que l'on constate à l'heure actuelle (ALGAN, BEASLEY, COHEN, et FOUCAULT (2019)).

a. Crise politique

De manière générale, il existe une crise de confiance de la population envers l'ensemble des institutions politiques (parlements et partis) comme le montrent les observations ci-dessous (REYNIÉ (2017)).

Premièrement, il y a une remise en cause de la démocratie comme meilleur système politique, surtout depuis la crise de 2008. C'est en tout cas l'avis de plus d'un citoyen sur trois en Europe et aux Etats-Unis.

De plus, la plupart des gens pensent que la démocratie fonctionne mal, surtout dans les pays de l'Est et dans les pays méditerranéens.

Enfin, il y a une remise en cause des représentants, vus comme corrompus et comme s'occupant uniquement de leurs intérêts personnels.

b. Crise économique

Deux grands éléments économiques ont contribué à l'émergence des forces antisystème.

D'une part, des **changements économiques structurels** ont débuté à partir des années 70 avec des conséquences dévastatrices sur les classes populaires. L'incapacité du gouvernement à réagir a provoqué en grande partie la crise politique mentionnée ci-dessus.

En effet, à partir des années 70, un phénomène de désindustrialisation s'est entamé, accompagné d'une désyndicalisation, d'une augmentation de la concurrence, de la mondialisation et de l'essor des nouvelles technologies. Tous ces changements ont généré une peur en l'avenir, surtout depuis le début du 21ème siècle.

La mondialisation a notamment joué un rôle fondamental dans la poussée des forces antisystème. En effet, elle a mené à des destructions d'emplois et des baisses de salaires, surtout dans les régions européennes et américaines les plus exposées au commerce avec la Chine. Cela a poussé les travailleurs concernés à opter pour le protectionnisme des partis populistes. Ainsi, DIPPEL et al. (2015) ont montré que l'intégration commerciale avec la Chine et l'Europe de l'Est a mené à une augmentation du soutien en faveur des partis d'extrême droite en Allemagne à travers l'effet sur l'emploi dans le secteur industriel. COLANTONE et STANIG (2018), de leur côté, ont montré que les votes en faveur du Brexit lors du référendum étaient plus importants dans les régions les plus sévèrement touchées par la mondialisation économique. SAMPSON (2017) a lui indiqué que 69% des Britanniques qui n'aimaient pas la mondialisation avaient voté en faveur du Brexit.

Ainsi, l'insécurité économique et le creusement des inégalités ont mené à une détérioration des conditions de vie des classes moyennes et populaires, qui se sentent exclues. Les partis traditionnels n'étant pas capables de protéger les classes populaires des dérèglements du capitalisme, de plus en plus de personnes se sont tournées vers les partis populistes. Le populisme est donc une réaction politique aux inégalités croissantes, ces inégalités étant l'une des tensions sociales issues de la mondialisation. Les gens attachent une grande importance à l'égalité dans nos sociétés démocratiques. Ils ont tendance à être plus heureux dans les pays moins inégaux. Selon THUROW (1971), les gens aiment l'égalité car cela permet de prévenir la criminalité et de conserver la stabilité sociale. Ainsi, WILKINSON et PICKETT (2009,2018) ont également montré que les sociétés les moins égalitaires rencontraient des problèmes sociaux tels que l'analphabétisme, des problèmes de santé et de la violence. Enfin, FERRER-I-CARBONELL et RAMOS (2014) ont conclu que l'inégalité était corrélée négativement avec le bonheur dans les sociétés occidentales. Les personnes qui votent pour les populistes sont en général plus pauvres et moins éduquées. Elles bénéficient moins de la croissance et donc perdraient moins aussi en cas de retour à l'autarcie, qui est prônée par les populistes. Elles sont également plus réfractaires au risque et à l'inégalité. Elles votent donc pour les populistes afin de réduire ces inégalités. On peut citer le Brexit et l'élection de Donald Trump comme de bons exemples de la percée du populisme en Occident. Le fait que les inégalités augmentent avec la mondialisation explique la montée du populisme en Occident que nous connaissons aujourd'hui, même si les conditions économiques sont bonnes. On observe ainsi une corrélation entre l'insécurité économique en Europe et une méfiance envers le politique.

Enfin, la révolution technologique a également joué un rôle. En effet, un certain nombre d'emplois ont été menacés d'être automatisés, favorisant l'émergence du populisme. Cela concerne surtout les classes moyennes inférieures, les classes populaires préférant se murer dans l'abstention car ayant déjà tout perdu.

D'autre part, la **crise financière de 2008** a joué un rôle important via la hausse du taux de chômage. Les êtres humains étant plus sensibles aux variations qu'aux niveaux absolus, il est important de savoir que ce n'est pas le niveau absolu de chômage qui compte dans l'essor des forces antisystème mais bien la variation du taux. On peut prendre l'exemple du Brexit où l'on a observé une corrélation fortement positive entre le vote en sa faveur et l'augmentation du taux de chômage causée par la crise financière. Ainsi, ALGAN, GURIEV, PAPAIOANNOU et PASSARI (2017) ont montré qu'une augmentation du taux de chômage en 2014 de deux

points de pourcentage mène en moyenne à une augmentation du vote en faveur du Brexit de 1 point de pourcentage. En revanche, la relation est beaucoup plus forte si l'on considère la variation de chômage après la crise (2008-2014). Ainsi, une augmentation de la variation du taux de chômage d'un point de pourcentage mène en moyenne à une augmentation du vote en faveur du Brexit de 5,48 points de pourcentage.

De manière générale, le populisme augmente surtout après les crises financières parce que l'aversion des gens pour le risque augmente et parce qu'ils peuvent avoir le sentiment que les revenus des élites ont été obtenus de manière injuste. En effet, le peuple a l'impression qu'en plus de provoquer ces crises, les financiers, qui font partie de l'élite, en profitent au détriment de la population.

c. Crise culturelle

Nous sommes passés d'un monde industriel composé de classes à une société d'individus. Selon INGLEHART (1997), ce passage vers la société post-industrielle aurait dû marquer une plus grande tolérance (ex : respect de l'homosexualité), et ce en se basant sur deux éléments principaux.

La première idée est le fait que lorsque le monde est incertain, comme c'était le cas dans la société industrielle, les gens souhaitent disposer d'institutions stables pour se rassurer (famille et autorité). En revanche, lorsque le monde devient plus fiable, la tolérance, l'autonomie et l'auto-expression devraient prendre le dessus. Ainsi, le revenu par habitant ayant été multiplié par dix par rapport à la société industrielle, le monde actuel ne devrait plus avoir comme préoccupation principale la survie économique mais plutôt mettre en avant l'affirmation de soi.

La seconde idée est le fait que le niveau d'éducation est important pour changer le monde social. La société post-industrielle a notamment permis l'éducation de masse. Lorsque le niveau d'éducation change, les attentes changent aussi. Les gens pensent par eux-mêmes, n'acceptent plus l'information de manière passive, refusent l'autorité traditionnelle et sont plus exigeants envers les modes de représentation et de gouvernance démocratiques.

Et en effet, depuis les années 1970 environ, on observe une poussée dans les sociétés occidentales des valeurs post matérialistes et d'expression de soi au sein des classes jeunes et

aisées telles que la protection de l'environnement, l'acceptation de l'égalité des sexes et des races, etc. Par conséquent, le programme politique s'est recentré sur ces thèmes au détriment des problèmes de redistribution économique habituels. Ainsi, des partis dits "verts" et des mouvements sociaux progressifs ont vu le jour.

Cependant, INGLEHART et NORRIS (2016) ont montré que cela a provoqué de la peur chez les personnes les moins éduquées et les plus âgées (particulièrement les hommes blancs), c'est-à-dire ceux qui étaient auparavant privilégiés dans les sociétés occidentales. Ils se sentent menacés par ces changements culturels qui vont à l'encontre des valeurs traditionnelles. De plus, l'immigration, surtout en provenance de pays à plus faibles revenus, change la composition ethnique de la société. De nouvelles langues et de nouvelles religions sont pratiquées dans les pays occidentaux. Cela renforce l'impression que les valeurs traditionnelles disparaissent. Dès lors, les partis populistes apparaissent comme une réaction à ces changements culturels rapides. Ces partis, majoritairement soutenus par les moins éduqués et les plus âgés, proposent de défendre les valeurs culturelles traditionnelles et mettent l'accent sur le nationalisme et la xénophobie. Ils ont à leur tête un leader charismatique pour les défendre face aux partis au pouvoir dirigés par des élites avec des vues culturelles progressistes. Le populisme n'est donc pas seulement économique. C'est aussi une réaction afin de protéger le peuple homogène contre les immigrants et les minorités, qu'elles soient raciales, religieuses ou ethniques et qui mettent à mal les traditions nationales. Ces politiques identitaires rencontrent encore plus de succès lorsque les conditions économiques sont mauvaises. En effet, dans ces cas-là, la « majorité dominante » peut accuser et tenir pour responsables les immigrants, les étrangers et toute autre minorité de ces difficultés économiques tandis que les populistes peuvent pleinement tirer profit de ce mécontentement en jouant la carte de l'identité.

On observe donc également une augmentation de la droite populiste et de ses valeurs antilibérales. C'est ce que l'on appelle le **paradoxe d'Inglehart**. De plus, lorsque celui-ci déclare que la tolérance augmente quand les problèmes économiques diminuent, il oublie que la crise économique a remis en cause la prospérité et la sécurité économique (WELZEL (2013)). En effet, les classes populaires ont beaucoup moins bénéficié de la croissance économique. On peut prendre comme exemple l'accès à l'enseignement supérieur.

Dès lors, on a deux forces électorales qui votent pour les partis populistes. D'une part, les personnes âgées, nées majoritairement pendant l'entre-deux guerres, moins exposées aux

risques économiques et qui craignent une remise en question de leur culture et de leurs valeurs par l'immigration et le multiculturalisme (raison culturelle). D'autre part, il y a la jeune génération, a priori plus tolérante mais qui subit les déséquilibres du capitalisme (raison économique).

1.1.5 En quoi les populismes de gauche et de droite se distinguent-ils ?

Les populismes de droite et de gauche s'accordent sur le fait de défendre un peuple homogène et bon contre les élites corrompues et les institutions (antisystème). Ils sont également tous les deux protectionnistes, eurosceptiques et contre la mondialisation.

Cependant, ils se différencient au niveau de **l'identité**. Ainsi, alors que la droite populiste se positionne comme xénophobe, autoritariste et nationaliste, la gauche populiste souhaite simplement réguler l'immigration pour empêcher l'exploitation capitaliste. La gauche populiste n'est ni nationaliste ni anti-immigrés.

En effet, pour les populistes de droite (anciennement appelés "nationaux-populistes"), les étrangers sont considérés comme un danger et doivent donc subir des discriminations juridiques voire se faire refuser l'accès au territoire. Cette composante anti-immigrés de la droite populiste explique son succès dans les pays scandinaves, a priori mieux protégés de la crise et des inégalités. On peut élaborer différentes causes de la xénophobie de la droite populiste comme l'explication économique de la concurrence entre les autochtones et les immigrants sur le marché de l'emploi ou de l'immobilier ou encore l'explication culturelle du racisme comme fait social autonome. Cependant, la vraie raison de cette xénophobie est la faiblesse générale du rapport à autrui.

La gauche radicale, elle, souhaite réguler les flux migratoires afin d'empêcher que la main d'œuvre autochtone soit remplacée par celle étrangère, moins chère et donc empêcher l'exploitation capitaliste telle que définie par Marx. La gauche radicale s'oppose donc uniquement à l'immigration économique. Ils souhaitent ainsi conserver le droit d'asile.

Pour la droite populiste, chaque culture possède des caractéristiques qui la rendent unique et incomparable aux autres ce qui rend l'universalisme impossible. Il ne faut cependant pas comparer le populisme de droite au fascisme ou au nazisme. En effet, ces deux phénomènes

historiques se sont implantés dans une culture de masse de la société industrielle. Ils se basaient sur un culte du chef ainsi que sur un encadrement total de la population, ce qu'aucun parti radical de droite à l'heure actuelle n'a mis en place. Ce que les partis d'extrême droite font à l'heure actuelle, c'est simplement décrédibiliser et railler les opposants.

La gauche et la droite populiste se différencient également au niveau des **valeurs**. Ainsi, alors que la gauche populiste est en faveur de la redistribution comme la gauche traditionnelle, les électeurs de la droite populiste ne s'intéressent pas à cette question alors qu'ils ont des revenus faibles. Cela vient du fait qu'ils se méfient autant des pauvres que des riches, c'est une méfiance générale à l'égard de la société. La droite populiste enferme les classes populaires dans un rapport négatif à l'autre et au reste du monde social.

1.1.6 Quel est le mécanisme du vote populiste ?

Les votes populistes s'alimentent de deux éléments.

D'une part, nous avons, comme vu précédemment, les **transformations sociodémographiques et sociopolitiques** en place depuis plus de 30 ans. Ainsi, la société postindustrielle a mené à un éclatement des structures sociales traditionnelles. Il y a un éclatement du cadre familial partout en Europe et aux USA. VIARD (2019) illustre notamment cela par le fait qu'en 2018, 60% des bébés étaient nés hors mariage en France, ce qui était le cas uniquement pour 6% des bébés en 1968 ou encore par le fait qu'un mariage sur 2 se termine dans les 5 ans en Ile de France. Ces observations sont le signe d'une émancipation des individus, surtout des femmes, ce qui provoque plus de fragilité aux risques économiques. Le même processus a lieu dans le monde du travail. Dans la société industrielle, il y avait des syndicats influents et beaucoup de relations sociales au sein de l'entreprise. A l'heure actuelle, les nouveaux modes de travail rendent le travailleur plus nomade ce qui mène à plus de solitude sociale et à un sentiment d'insécurité ce qui renforce le besoin de protection.

D'autre part, nous avons **des éléments subjectifs et émotionnels** propres aux électeurs. Ainsi, les électeurs des partis antisystème partagent tous un sentiment de mal-être. Ils ne votent donc pas pour ces partis parce qu'ils appartiennent à une certaine classe sociale, à un certain niveau de revenu ou à un certain métier. Ils votent pour ces partis afin d'exprimer leur mal-être, leur colère.

A l'heure actuelle, on est passé d'une société de classes à une société d'individus où chacun évalue sa situation en termes subjectifs, c'est-à-dire par rapport aux autres. Le sentiment d'appartenance à une classe est remplacé par une représentation politique où la subjectivité, le rapport à autrui, joue un rôle décisif. Dès lors, ce sont non seulement les perdants de la nouvelle économie mais également ceux de la société des individus qui votent populiste afin d'exprimer leur ressentiment.

1.1.7 Quelles sont les caractéristiques des électeurs des deux branches populistes ?

Comparons-les tout d'abord au niveau **sociodémographique** autour d'un axe éducation-revenu. Les électeurs des forces antisystème ont des revenus plus faibles que ceux qui votent pour les autres partis. Cependant, les deux camps se distinguent au niveau de l'éducation. Alors que les électeurs de la droite populiste ont en moyenne un très faible niveau d'éducation, les électeurs de la gauche radicale ont un niveau d'éducation relativement élevé et gagnent moins que ce à quoi ils pourraient prétendre au vu de leur niveau d'étude.

Ce qui sépare les électeurs des forces antisystème est la **confiance interpersonnelle**. Les électeurs de la gauche radicale sont plus confiants que la moyenne alors que ceux de la droite populiste sont beaucoup plus méfiants que la moyenne, même par rapport aux abstentionnistes.

Au niveau des **idéologies culturelles**, les électeurs de la droite populiste sont beaucoup plus opposés à l'Union Européenne que la moyenne des électeurs. Ils présentent également une forte opposition à l'immigration, étant considérée comme une menace surtout pour la culture mais aussi pour l'économie du pays. Il existe donc un rejet culturel des immigrés lié à la faible confiance et un rejet économique des immigrés lié non seulement à la confiance mais également au mal-être et à la précarité économique.

BERGH et GUSTAFSSON (2019) ont montré que le fait d'être membre de l'Union Européenne est associé à une part plus importante de votes pour les partis populistes de droite (presque 8 points de pourcentage). Cela confirme l'affirmation de RODRIK (2018) déclarant que les populistes de droite en Europe considèrent l'Union Européenne et les élites à Bruxelles comme leur ennemi, et non pas le libre-échange.

Les électeurs de la gauche radicale ayant une plus forte confiance interpersonnelle, ils ont une attitude plus positive envers l'immigration.

Enfin, une autre grande différence entre la gauche radicale et la droite populiste correspond aux enjeux sociétaux comme le respect des droits des homosexuels, des autres, la protection de l'environnement, etc. En moyenne, les électeurs de la gauche radicale ont des attitudes beaucoup plus progressistes que la moyenne alors que les électeurs de la droite populiste sont beaucoup plus conservateurs.

Au niveau des **idéologies économiques**, la gauche radicale est pro redistribution alors que la droite populiste y est opposée ou indifférente même s'il existe des différences nationales. En Europe et aux USA, les individus les plus confiants sont les plus favorables à la redistribution.

Au niveau des **idéologies politiques**, les électeurs des partis antisystème ne sont pas du tout satisfaits de la démocratie et sont méfiants envers les institutions publiques. Cette méfiance est encore plus marquée dans la droite populiste. En Europe et aux USA, le mal-être est le déterminant majeur de la défiance par rapport aux institutions. Il motive les partis antisystème à critiquer la démocratie, le gouvernement et les élites.

1.1.8 Quelle est la stratégie utilisée par les populistes ?

Le populisme en tant que tel fait référence à un style plutôt qu'à une idéologie politique. Ainsi, à la tête d'un parti populiste, il y a toujours un **leader charismatique**, qui utilise un **langage direct, familier et accessible à tous**. Cette opposition nette par rapport au langage plus conventionnel des autres acteurs politiques contribue à faire passer ces derniers pour des menteurs et des gens qui tentent de cacher la réalité.

La stratégie populiste est fondée sur la phrase de Baltasar Gracián : "Pour séduire, il faut réduire". Les populistes ont plus particulièrement choisi de se focaliser sur les émotions, élément liant le plus les êtres humains et étant particulièrement bipolaire. Le chef populiste joue donc le rôle d'animateur, entraînant les foules et jouant sur les émotions.

La stratégie principale du populisme est donc de **simplifier la réalité aux yeux du public**, de la rendre binaire : il existe d'un côté les bons, de l'autre les mauvais. Ainsi, dans le monde politique, les populistes distinguent ceux qui mentent (partis traditionnels) des partis qui osent dire la vérité (partis populistes). Toujours dans cette optique de réduction de la complexité à une dualité, le populisme oppose le peuple aux élites ou encore dans le cas du populisme de droite, les nationaux contre les étrangers. Il y a dans le discours populiste la recherche constante d'un coupable. D'un autre côté, il y a également une tendance à fuir ses responsabilités, à nier les conséquences négatives de ses actes comme les difficultés économiques consécutives à leurs décisions.

Pour transmettre leurs idées, les populistes utilisent beaucoup les **réseaux sociaux** afin de montrer leur proximité et leur transparence au peuple, en opposition aux élites considérées comme lointaines et corrompues. Les informations transmises par les médias officiels sont considérées comme mensongères et pratiquant la censure.

A cet égard, Internet et les réseaux sociaux sont vus comme une bénédiction par les populistes pour la mise en place de leur stratégie.

Internet et les réseaux sociaux sont entrés en jeu lors de l'élection d'Obama en 2008 et sont désormais indispensables dans toutes les campagnes politiques.

Les partis populistes sont particulièrement doués dans l'usage des réseaux sociaux. En effet, le fonctionnement des réseaux sociaux est particulièrement adapté à leur stratégie : des titres accrocheurs, des déclarations simplistes qui font mouche (VAN DURME (2019)). Ainsi, le réseau social Twitter qui limite le nombre de caractères à 140 facilite notamment la tâche des populistes.

Les réseaux sociaux rendent l'information immédiate et accessible à tous. Cela correspond totalement au fonctionnement des populistes pour lesquels les débats politiques ou encore les compromis n'ont pas lieu d'être.

De plus, les réseaux sociaux, en n'offrant qu'une palette limitée d'actions disponibles comme le "like", le retweet" ou encore le "partage" amènent à une certaine standardisation des

comportements du lecteur, qui n'a plus la possibilité d'analyser les différentes nuances d'un message.

Enfin, les réseaux sociaux et leur utilisation fréquente constituent un moyen efficace pour les populistes de se montrer proche du peuple, loin des élites qui préfèrent communiquer à leurs électeurs via les canaux traditionnels. Ces médias traditionnels véhiculant souvent une image négative des acteurs populistes, ces derniers voient les réseaux sociaux, terrain où tous types d'idées peuvent librement fleurir, comme une opportunité en or pour renforcer leur légitimité, notamment par le nombre de likes ou d'abonnés.

Un autre aspect des réseaux sociaux est favorable au populisme. En effet, les réseaux sociaux disposent d'algorithmes qui, en fonction de ce que les gens regardent et likent, leur proposent des contenus similaires. Cela permet donc de masquer les informations contraires (la diversité des informations étant indispensable pour la démocratie) et permet, avec la désinformation et l'émotion, de radicaliser l'opinion de ces personnes qui ne voient qu'une partie simplifiée de la réalité comme prôné par les populistes.

A l'origine, les réseaux sociaux étaient un moyen de se libérer des médias de masse qui dictaient l'information. Ils furent utiles notamment lors du printemps arabe. A l'heure actuelle, cependant, la quantité de l'information sur les réseaux sociaux s'est considérablement multipliée au détriment de la qualité de celle-ci. Il est dès lors très difficile de discerner les informations fiables des autres ce qui sert le populisme et de manière plus générale tous les discours réducteurs.

Le mariage entre le populisme et le numérique est d'autant plus intéressant lorsque l'on prend en compte les émotions. En effet, outre le fait que les discours simplistes amplifient les émotions, il faut savoir que les réseaux sociaux fonctionnent grâce à la publicité. Or, les choses simples et les émotions vendent énormément. De fait, les messages populistes ne laissent jamais indifférent, qu'ils entraînent la colère ou bien l'émerveillement. Ils sont dès lors mis en avant. De plus, les partis peuvent également payer les réseaux sociaux afin d'adresser à chaque public cible un contenu spécifique. C'est ce qu'a fait notamment le parti nationaliste flamand "Vlaams Belang" qui doit en grande partie son succès aux élections 2019 à son investissement de 400 000 € dans les campagnes publicitaires sur les réseaux sociaux (5 à 10 fois plus que les partis francophones).

Cependant, il est important de mentionner que le succès des discours populistes sur les réseaux sociaux ne se traduit pas toujours dans les urnes.

L'utilisation des réseaux sociaux est notamment une grande force de l'actuel président des Etats-Unis Donald Trump.

1.1.9 Etat des lieux du populisme dans le monde

Brièvement, outre le Vlaams Belang en Belgique, on retrouve comme partis de droite populiste en Europe le Rassemblement National (ex-Front National) en France, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), la Ligue du Nord en Italie, le Parti de la Liberté aux Pays-Bas (PVV) ou encore le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP). Donald Trump, président des Etats-Unis, est également rangé dans cette catégorie.

Au sein de la gauche radicale en Europe, on trouve la France Insoumise, Podemos en Espagne et Die Linke en Allemagne.

Le Mouvement 5 étoiles en Italie est impossible à ranger dans une de ces deux catégories. En effet, il est d'une part favorable à la redistribution comme la gauche radicale mais partage d'autre part les valeurs nationaliste et anti-immigrés chères à la droite populiste.

En France, on observe que les classes populaires deviennent de plus en plus malheureuses, leurs individus se sentent isolés. Cette colère se traduit par le vote FN.

Le mouvement des Gilets Jaunes, lui, permet de comprendre la pensée antisystème et les conséquences politiques liées à l'élection de Macron. En effet, ce mouvement unit les 2 forces radicales du pays. Il permet à ses partisans d'exprimer leur colère envers l'Etat. Il est l'expression collective du manque de pouvoir d'achat individuel, d'un faible bien-être. Ce mouvement possède un plus grand soutien auprès des catégories les plus fragiles économiquement. Le soutien et l'opposition aux Gilets Jaunes se détermine le long de l'opposition entre Macron et Le Pen, c'est-à-dire les gagnants contre les perdants des changements économiques et sociaux. On observe que ce mouvement est plus présent dans les petites villes, avec peu de commerces et de services publics. Si on prend l'exemple de la région de l'Est, Metz est ainsi peu touché par ce phénomène, au contraire d'une ville comme

Thionville, fortement marquée par la désindustrialisation et par une démographie baissière. La raison derrière cette observation est la solitude présente dans ces petites villes, marquées par une perte du lien social avec la fermeture des lieux de rencontre tels que les bars, les restaurants ou encore les commerces de proximité.

1.1.10 Comparaison du risque populiste en Europe par rapport aux USA

Les Etats-Unis représentent le pays le plus susceptible de céder aux sirènes du populisme suite aux effets néfastes de la mondialisation (EICHENGREEN (2018)). En effet, la culture américaine est marquée par l'individualisme et le fondamentalisme de marché. Là-bas, la richesse est le signe de la réussite personnelle par excellence. L'entrepreneur y est vénéré mais le gouvernement intervient très rarement. Ainsi, les travailleurs qui doivent se déplacer à cause de la mondialisation et du changement technique ne sont pas protégés par le gouvernement. Cela provoque une forte anxiété concernant la sécurité des revenus mais également de la colère contre la classe politique et amène par conséquent à des votes populistes pour se protéger. Le populisme aux Etats-Unis est cependant assez contradictoire. En effet, d'une part, les personnes fragilisées par la mondialisation et le changement technique regrettent de ne pas pouvoir bénéficier d'une économie en expansion et sont en colère contre le gouvernement qui n'arrive pas à en faire plus mais d'autre part, ces mêmes personnes considèrent le gouvernement comme le problème et non comme la solution. Cette opposition aux interventions gouvernementales est ancrée dans l'esprit des Américains depuis longtemps et remonte à l'imposition des « Navigation Acts » et d'autres contraintes économiques par les Britanniques. Trump a bien compris cette particularité. Ainsi, dans son discours, il dénonce, tel un populiste, les conditions économiques du peuple et l'incapacité du gouvernement à réagir, mais s'oppose, en même temps, à une augmentation des dépenses en assurance sociale ou encore de la taxation des riches.

En Europe, il y a une plus grande reconnaissance du rôle de l'Etat dans sa capacité à gérer les problèmes économiques. Cela a également une origine idéologique qui est celle de la social-démocratie, initiée par la fondation de l'Union des travailleurs allemands et du parti social-démocrate dans les années 1860. Celle-ci soutient les interventions étatiques de politiques économiques et sociales visant à promouvoir la justice et l'égalité sociale, à mettre en place dans le cadre d'une économie de marché et de la démocratie représentative. Cette idéologie s'est développée en Europe afin de contrer des mouvements ouvriers plus radicaux

tels que le marxisme révolutionnaire qui étaient opposés à la fois à l'économie de marché et à la démocratie représentative et éviter ainsi un éclatement des sociétés européennes. De plus, la démocratie chrétienne présente en Europe rejette l'individualisme et promeut le soutien des plus faibles et est donc favorable à une intervention de l'Etat pour améliorer la justice économique. Il existe cependant deux exceptions. La première est l'Europe de l'Est. Cette région ayant vécu un demi-siècle sous le régime communiste, l'intervention gouvernementale n'y est pas vue d'un bon œil. La démocratie est très récente dans ces pays. Leurs parlements et tribunaux étant jeunes et leurs médias nouveaux, les dirigeants autoritaristes ne sont pas toujours réfrénés. De plus, la période communiste qu'ils ont vécue les a détournés des valeurs de respect des droits de l'homme et des minorités. Le populisme là-bas a une forte connotation nationaliste et anti-étrangers. Une autre exception est le Royaume Uni et est liée à son industrialisation précoce. En effet, le Royaume-Uni est retourné à partir des années 1980 vers un modèle avec des dépenses publiques beaucoup plus faibles à cause de mauvaises performances économiques. C'est encore le cas aujourd'hui et cela limite la possibilité de financer des programmes d'assurance sociale. De plus, le Royaume-Uni entretient une relation complexe avec l'UE qui provient du fait que c'est une île, qui a toujours été une grande puissance mondiale et qui entretient des relations spéciales avec les Etats-Unis. Dès lors, lorsque le sentiment anti-élite, anti-immigrant et nativiste surgit, il se manifeste en une rancœur envers l'UE comme en témoigne le Brexit. Le manque de confiance dans l'Union Européenne est le plus grand risque populiste européen. En effet, celle-ci est dirigée par des élites et, en tant qu'union d'un ensemble de pays, elle est forcément menée par des étrangers. De plus, elle défend les droits de l'homme et est liée au libre-échange et à la concurrence étrangère. Elle s'occupe également du droit des immigrés de se déplacer pour travailler. Certains pays voient dès lors toutes ces règles imposées comme une perte de contrôle, de souveraineté et des valeurs nationales au profit de la mondialisation et du cosmopolitisme.

Ces idéologies propres à l'Europe et aux Etats-Unis ont des origines matérielles. En effet, l'Europe est constituée d'une multitude de petites et moyennes économies, ouvertes et fortement sensibles aux chocs extérieurs. Celles-ci ont donc besoin du gouvernement pour atténuer les effets. Les systèmes politiques européens sont théoriquement plus résistants à l'élection de candidats populistes. Le populisme ayant percé dans les années 20 et 30, différents pays européens ont revu leur système pour éviter que cela ne se reproduise. On peut citer le cas français avec l'instauration d'un second tour à l'élection présidentielle ce qui permet aux électeurs de se rassembler au deuxième tour autour du candidat issu d'un parti traditionnel. Le

système américain, de son côté, incite les candidats à prendre des positions extrêmes avec notamment la détermination de districts électoraux qui accentue les différences entre les villes et les campagnes. En effet, avec ce système, un candidat populiste peut plus facilement adapter son discours et l'appuyer dans les districts ruraux, plus conservateurs.

En résumé, le risque populiste est aussi bien présent aux USA qu'en Europe et prend sa source dans des racines historiques. Dans le cas américain, l'individualisme et la résistance aux interventions gouvernementales empêchent la mise en place de politiques publiques pouvant solutionner les problèmes d'insécurité et d'inégalité et par conséquent nourrissent le populisme. En Europe, l'UE est une institution bien intégrée dans le paysage politique et économique surtout après les deux guerres mondiales et le besoin d'une certaine souveraineté commune qui en a découlé. Cependant, les populistes européens se nourrissent de la défense de l'identité nationale et du désir d'autonomie pour mettre à mal l'UE. Le risque le plus grand reste tout de même localisé aux USA où il n'y a absolument aucune confiance dans la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes.

1.2 Finance inclusive et son impact sur la performance des banques, l'économie et la société

La finance inclusive consiste à proposer des services financiers et bancaires à faibles coûts à des personnes qui rencontrent des difficultés et qui, de ce fait là, sont exclues des services traditionnels.

Dans un secteur financier inclusif, les gens ont un accès aisé aux services de base et peuvent les utiliser de manière efficace. La finance inclusive est un levier important pour attirer les personnes non bancarisées dans le système financier formel.

Les banques actives dans des pays avec un secteur bancaire plus inclusif ont tendance à être plus stables (AHAMED, et MALLICK (2019)) et efficaces d'un point de vue opérationnel (AHAMED, HO, MALLICK, et MATOUSEK (2018)).

La logique sous-jacente réside dans le fait que les banques opérant dans un secteur financier inclusif ont la possibilité d'attirer les dépôts d'un plus grand nombre de clients. Cela permet de réduire la volatilité des financements et donc de fournir des fonds plus stables à long

terme. La volatilité des rendements diminue également car les banques dépendent moins du financement de gros qui est plus coûteux et risqué car les bailleurs de fonds de gros (banques, collectivités, etc.) possèdent des informations fondamentales sur les perspectives des projets bancaires. Ainsi, ces derniers pourraient demander une compensation plus élevée pour un financement futur s'ils pressentent des perspectives négatives. Au contraire, les banques peuvent se reposer davantage sur les dépôts des particuliers qui constituent une source de fonds de long terme moins chère et plus stable. Nous savons également que plus le nombre de personnes bancarisées est élevé, plus la banque est efficace. Les nouvelles technologies permettent l'émergence d'une nouvelle frontière de l'intermédiation financière comme la banque mobile ou la banque d'agent. Elles réduisent les coûts de transaction, permettent de collecter des informations efficaces, etc. et ont donc un impact positif sur les performances des banques en permettant d'atteindre les personnes non bancarisées. Cependant, l'inclusion financière amène à installer des agences bancaires dans des zones non bancarisées à l'origine rendant leur gestion plus compliquée au vu de la distance plus importante avec le siège social. Il est en effet plus compliqué pour les cadres supérieurs de transmettre leurs conseils et leur expérience pour augmenter l'efficacité de ces agences.

Un système financier qui fonctionne bien a à son tour un effet positif sur la croissance réelle en augmentant le taux d'épargne et en canalisant efficacement les fonds. L'intégration des personnes non bancarisées dans le système financier formel est également à la source du progrès économique et social. Il est donc important de mettre en place des politiques favorables à l'accès au financement afin d'accroître l'efficacité de l'intermédiation financière.

Chapitre 2 : Présentation des variables et collecte de leurs données

Afin de réaliser la partie empirique de ce mémoire portant sur l'impact combiné des inégalités économiques et de l'inclusion financière sur le populisme, il a d'abord fallu collecter des données fiables reflétant chacune de ces trois dimensions.

2.1 Mesurer la variable dépendante : le populisme

Avant de mesurer le populisme, la première étape fut de trouver une ressource fiable dressant une liste des partis considérés comme populistes. C'est ainsi que nous nous sommes basés sur le site *The PopuList*¹ (dernière actualisation en janvier 2020) qui émet une classification des partis populistes dans 31 pays européens depuis 1989. Ces partis doivent avoir gagné au moins un siège ou au moins 2% des voix aux élections parlementaires nationales depuis 1989 pour apparaître sur la liste. Ce site offre une distinction entre partis populistes, partis d'extrême droite, d'extrême gauche et partis eurosceptiques. Ainsi, il définit les partis populistes comme ceux considérant que la société est divisée en deux groupes homogènes et opposés (le peuple pur contre les élites corrompues) et considérant que la politique doit être l'expression de la volonté du peuple (MUDDE, 2004). Bien évidemment, certains partis populistes sont également classés comme étant d'extrême gauche/droite et/ou d'eurosceptiques. Cette liste résulte d'une collaboration étroite entre des journalistes et des chercheurs universitaires et a été revue en profondeur par 80 chercheurs. Ce site est soutenu par « the Amsterdam Institute for Social Science Research », « the Amsterdam Centre for European Studies », « The Guardian », et « the ECPR Standing Group on Extremism and Democracy » et ses données sont utilisées dans de nombreuses revues universitaires et médias publics. La liste des partis populistes des pays de notre échantillon se retrouve en *annexe 1.1*.

Une fois cette liste définie, nous avons décidé de prendre en compte les résultats des partis populistes aux différentes élections nationales afin de mesurer le populisme. Nous n'avons dès lors pas considéré les résultats des élections européennes car les résultats peuvent varier énormément entre les deux types d'élections. De plus, prendre en compte les élections européennes créerait un biais entre les différents pays car certains d'entre eux ne sont pas dans l'Union européenne et n'organisent donc pas d'élections européennes comme la Suisse tandis

¹ Rooduijn, M., Van Kessel, S., Froio, C., Pirro, A., De Lange, S., Halikiopoulou, D., Lewis, P., Mudde, C. & Taggart, P. (2019). *The PopuList: An Overview of Populist, Far Right, Far Left and Eurosceptic Parties in Europe*. www.popu-list.org.

que d'autres y sont rentrés plus tard. Nous avons donc uniquement conservé les élections nationales dans un souci d'homogénéité. Ces résultats ont été trouvés sur le site *ParlGov*² qui est une base de données importante en sciences politiques qui contient des données sur l'ensemble des pays de l'UE et de la plupart des membres de l'OCDE.

En partant de cette base de données et en fonction des partis populistes définis auparavant, nous avons additionné les résultats de l'ensemble des partis populistes au sein d'un même pays lors de chaque élection nationale à partir de 1986 (*annexe 1.2*). Cela a permis de posséder des données sur 35 ans (1986-2020), réparties en 12 intervalles de 3 ans. Certes, le site *The PopuList* ne donne pas la liste des partis populistes avant 1989 mais beaucoup de partis populistes existant en 1989 l'étaient déjà en 1986. Nous avons donc considéré les votes entre 1986 et 1988 alloués aux partis définis comme populistes par le site *The PopuList* comme étant également des votes populistes. Evidemment, il est possible que certains partis populistes qui existaient avant 1989 ne soient pas repris dans la liste mais la période de temps ajoutée est faible (3 ans) et cela permet d'élargir l'échantillon.

Un petit problème est tout de même apparu pour calculer les scores des partis populistes en Italie pour les élections de 1994, 1996 et 2008.

En effet, lors de l'élection de 1994, les partis populistes « Forza Italia -- The People of Freedom » (FI-PdL) et « (Northern) League » (LN) faisaient partie d'une coalition de centre droit. Les voix ont donc été attribuées sur le site *ParlGov* à la coalition et non aux partis. Cependant, les sièges ont été de leur côté attribués aux partis. L'autre parti populiste italien « Southern Action League » (LAM) ayant obtenu 0,2% des voix et les partis FI-PdL et LN respectivement 99 et 117 sièges sur 630, nous avons calculé le score des partis populistes pour cette élection en appliquant la formule suivante : $0,2 + \frac{(99+117)}{630} \times 100$. Nous sommes donc partis des sièges pour imputer aux partis populistes présents dans la coalition les voix qui leur reviennent.

² Döring, Holger and Philip Manow. 2019. Parliaments and governments database (ParlGov): Information on parties, elections and cabinets in modern democracies. Development version.

Lors de l'élection de 1996, le parti LN ne faisait plus partie de cette coalition. Il a obtenu 10,07% des voix, le parti LAM 0,22% alors que FI-PdL restait dans la coalition avec 123 sièges sur 630. Le score populiste fut dès lors calculé comme suit : $10,07 + 0,22 + \frac{123}{630} \times 100$.

Enfin, lors de l'élection de 2008, la coalition de centre-droite comprenait 3 partis (PdL, LN et Movimento per le Autonomie). Cependant, pour cette élection, le site *ParlGov* a attribué des voix à LN (8,29%) et à Movimento per le Autonomie (qui n'est pas populiste) et a donc considéré les voix de la coalition comme étant celles du parti FI-PdL (38,23%). Nous avons donc simplement additionné 8,29% et 38,23% pour obtenir le score populiste pour cette élection.

Une fois les scores populistes obtenus pour chaque élection nationale, une moyenne des résultats des partis populistes a été calculée lors de l'ensemble des élections au sein de chaque intervalle pour obtenir un score moyen par intervalle (*annexe 1.3*).

2.2 Mesurer la première variable explicative : les inégalités de revenu

Les inégalités de revenu ont été mesurées à l'aide de l'indice de Gini. Ces données proviennent de l'institut de recherche LIS³ (Cross National Data Center in Luxembourg) qui comprend la plus grande micro-base de données harmonisée disponible sur les revenus (Luxembourg Income Study Database) et dont les données sont collectées dans une cinquantaine de pays dans le monde et sur 5 décennies. Les indices de Gini issus de ce site portent sur le revenu disponible équivalent des ménages. Pour rappel, l'indice de Gini est une mesure de l'inégalité d'une variable, ici le revenu, au sein d'une population (ici d'un pays). Il est compris entre 0 et 1, 0 signifiant une égalité parfaite au sein de la population (tous les revenus sont identiques) alors qu'un indice de 1 détermine une situation d'inégalité parfaite, c'est-à-dire qu'un seul individu perçoit l'entièreté des revenus. On comprend donc qu'au plus le coefficient de Gini est faible, au plus la distribution des revenus est égalitaire.

Dans un premier temps, les indices de Gini ont été collectés pour chaque pays de l'échantillon entre 1986 et 2018.

³ LIS Inequality and Poverty Key Figures, <http://www.lisdatacenter.org> (May 2020). Luxembourg: LIS.

Ensuite, une moyenne par intervalle fut réalisée de l'ensemble des indices de Gini qui étaient disponibles pour les années faisant partie de cet intervalle.

Lorsqu'un intervalle ne possédait pas de donnée, nous regardions d'abord la corrélation entre la table de LIS et celle d'Eurostat⁴ pour le pays en question. En effet, il faut savoir que les tables LIS et Eurostat reportent le même type d'indice de Gini, à savoir l'inégalité dans le revenu disponible équivalent des ménages. Le revenu équivalent permet de convertir le revenu des ménages en revenu individuel en appliquant une échelle d'équivalence qui tient compte de la taille du ménage. Cependant, l'échelle d'équivalence diffère entre les deux tables, ce qui provoque probablement les différences observées. En effet, le LIS obtient le revenu équivalent en divisant le revenu non ajusté des ménages par la racine carrée du nombre de personnes composant le ménage. Tous les membres d'un même ménage se voient donc attribuer le même revenu équivalent, peu importe leurs caractéristiques personnelles. Eurostat, de son côté, assigne un poids de 1 à la première personne âgée de 14 ans ou plus, un poids de 0,5 aux autres personnes âgées de 14 ans ou plus et un poids de 0,3 aux personnes âgées de 13 ans ou moins.

Lorsque la corrélation était supérieure à 80%, ce qui était le cas pour la France et le Luxembourg (*annexe 1.4*), les intervalles manquants étaient complétés par la moyenne des données d'Eurostat des années faisant partie de l'intervalle. Dans le cas français, la p-valeur est assez élevée (19,35%), empêchant de rejeter l'hypothèse nulle d'absence de corrélation. Cependant, nous avons tout de même décidé de conserver les données d'Eurostat pour la France car cette valeur élevée provient du fait que les deux tables n'ont pu être comparées que sur 3 années. Dans le cas luxembourgeois, les données ont été comparées sur 6 ans.

Ensuite, lorsque la corrélation était insuffisante ou bien lorsque les données manquantes étaient antérieures à 1995 (date de début de la table Eurostat), les trous étaient complétés en faisant la moyenne de l'indice de Gini de l'intervalle précédent et de l'intervalle suivant. Plus spécifiquement, lorsqu'un de ces deux intervalles possédait plus d'une donnée dans le calcul de son indice de Gini global, seule celle qui correspondait à l'année la plus proche de l'intervalle pour lequel la donnée était manquante était prise en compte dans un souci de précision.

⁴ Eurostat, *Coefficient de Gini du revenu disponible équivalent - enquête EU-SILC* [Base de données]. https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_di12&lang=fr

Enfin, lorsque la donnée manquante était liée au premier intervalle (1986-1988) mais que le LIS proposait un indice de Gini pour l'intervalle théoriquement situé juste avant, c'est-à-dire l'intervalle 1983-1985, une moyenne était calculée entre l'indice de Gini de cet intervalle théorique et celui du deuxième intervalle de l'échantillon (1989-1991).

Nous n'avons en revanche pas réalisé d'interpolation lorsqu'il manquait des données pour plus d'un intervalle successif pour éviter d'avoir un nombre trop important de données artificielles. Nous avons préféré laisser les intervalles en question sans donnée, ce qui ne posera pas de problème dans les régressions futures car nous réaliserons un panel non cylindré.

La liste complète des indices de Gini par pays et par intervalle se trouve en *annexe 1.5*.

2.3 Mesurer la deuxième variable explicative : l'inclusion financière

Afin de calculer un score d'inclusion financière pour chacun des pays de l'échantillon, nous nous sommes basés sur l'article de AHAMED, MM., HO, SJ., MALLICK, S., et MATOUSEK, R. (2018). Ces derniers ont en effet calculé un score d'inclusion financière via l'analyse en composantes principales.

Afin de réaliser cette analyse en composantes principales, les auteurs ont d'abord choisi différents indicateurs portant sur les deux grandes dimensions de l'inclusion financière, à savoir l'accès aux services financiers et l'utilisation. Ces deux dimensions sont reconnues comme étant les principales par l'ALLIANCE POUR L'INCLUSION FINANCIERE (2011). Cette organisation mondiale, dont les membres sont des banques centrales mais également d'autres institutions de régulation financière de plus de 80 pays émergents ou en développement, a pour objectif de permettre une plus grande accessibilité et utilisation des services financiers à la population mondiale actuellement non bancarisée.

La dimension de l'accès a été divisée par les auteurs en deux sous-dimensions, la pénétration démographique et la pénétration géographique.

Les indicateurs de la pénétration démographique sont le nombre d'agences bancaires pour 100 000 adultes ainsi que le nombre de distributeurs automatiques pour 100 000 adultes. Ces deux indicateurs de la pénétration démographique ont notamment été choisis pour mesurer

la cible 8.10 des objectifs de développement durable des Nations Unies qui s'intitule « Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance » (Nations Unies).

La pénétration géographique contient elle le nombre d'agences bancaires pour 1000 kilomètres carrés et le nombre de distributeurs automatiques pour 1000 kilomètres carrés.

L'entièreté de ces données sont issues de la base de données « Financial Access Survey (FAS) » du Fonds Monétaire International (FMI)⁵. Elles sont disponibles pour la période 2004-2018.

A partir de ces données annuelles, nous avons calculé une valeur moyenne de chaque indicateur pour chaque pays et pour chaque intervalle de 3 ans. Cela a permis de régler le problème de certaines (rares) données manquantes. Un seul problème est apparu pour l'intervalle 2004-2006 pour l'Allemagne et pour l'intervalle 2016-2018 pour le Royaume-Uni. En effet, il n'y avait aucune donnée pour deux des quatre indicateurs lors de ces intervalles-là. Les données de l'année la plus proche (2007 pour Allemagne et 2013 pour le Royaume-Uni) ont alors été utilisées pour combler ces trous. Ces données se trouvent en rouge en *annexe 1.6*.

Pour mesurer la dimension de l'utilisation, les auteurs ont utilisé le nombre de comptes de dépôts et de prêts pour 1000 adultes.

Cependant, ces données-là n'étant pas disponibles pour la majorité des pays de l'échantillon, nous les avons remplacées par des indicateurs alternatifs, à savoir le nombre de cartes de banque par personne de minimum 15 ans. En effet, d'après le Groupe de Travail sur les Données de l'Inclusion Financière (GTDIP) de l'AFI, l'indicateur idéal de cette dimension est le pourcentage d'adultes ayant au moins un type de compte de dépôt ou bancaire régulé alors que les indicateurs de substitution sont le nombre de comptes de dépôt et de prêt pour x adultes. Ce sont ces indicateurs de substitution qui ont été utilisés par les auteurs du papier.

⁵ IMF (2020), *Financial Access Survey* [Base de données]
<https://data.imf.org/?sk=E5DCAB7E-A5CA-4892-A6EA-598B5463A34C>

Ne disposant d'aucun de ces indicateurs pour la majorité des pays de l'échantillon, nous avons décidé de prendre comme indicateur alternatif le nombre de cartes de banque par personne de minimum 15 ans. En effet, toute carte bancaire est liée à un compte à vue et est donc représentative de l'utilisation des services financiers. Nous avons décidé, pour permettre une comparaison entre pays, de ramener ce nombre de cartes bancaires au nombre de personnes de minimum 15 ans. Nous avons choisi cet âge car le GTDIF définit un adulte comme étant une personne de 15 ans ou plus. De plus, la Banque Mondiale, dans sa base de données sur l'inclusion financière nommée « Global Findex », définit également un adulte comme une personne de minimum 15 ans.

Pour construire cet indicateur, nous sommes allés sur le site de la Banque Centrale Européenne⁶, qui mentionne le nombre total de cartes bancaires émises par des prestataires de services de paiement (institutions de crédit, institutions de paiement, établissements émetteurs de monnaie électronique et Poste) établis sur le territoire national du pays considéré à une contrepartie qui n'est pas une institution financière monétaire (banques centrales, les institutions de crédit, les autres sociétés de dépôt et les fonds du marché monétaire). Ces données sont disponibles par année et par pays de l'Union Européenne entre 2000 et 2018. Par conséquent, la Suisse et la Norvège sont donc exclues de l'échantillon pour la dimension « inclusion financière ». Une fois ce nombre obtenu, nous avons récolté sur le site de la Banque Mondiale⁷ la population de chaque pays ayant minimum 15 ans entre 2004 et 2018. Nous avons ensuite divisé pour chaque année le nombre de cartes par cette tranche de la population. Cela a permis d'obtenir des données annuelles. Pour terminer, nous avons pris la moyenne des trois années de chaque intervalle pour obtenir une seule donnée par intervalle.

Les données complètes se trouvent en *annexe 1.6*.

Ensuite, l'analyse en composantes principales (ACP) s'est effectuée en deux temps. Pour rappel, l'objectif d'une ACP est de réduire le nombre de dimensions tout en restant le plus fidèle à la réalité, c'est-à-dire en conservant le plus d'information possible.

⁶ European Central Bank, Statistical Data Warehouse, Payments Statistics [Base de Données]
<https://sdw.ecb.europa.eu/browse.do?node=9691545>

⁷ Banque Mondiale, *Population âgée de 15 à 64 ans, total*, [Base de données].
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.1564.TO>

Banque Mondiale, *Population âgée de plus de 65 ans, total*, [Base de données].
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.65UP.TO>

Une première ACP a été réalisée pour estimer la dimension de l'accès aux services financiers à partir des 4 indicateurs choisis pour cette dimension.

Tableau 1 : Première analyse en composantes principales

Analyse en Composantes Principales (ACP)

n = 95

Analyse des valeurs propres de la matrice de corrélation

Composante	Val. propre	Contribution	Cumulée
1	2,5008	0,6252	0,6252
2	0,8339	0,2085	0,8337
3	0,6345	0,1586	0,9923
4	0,0308	0,0077	1,0000

Vecteurs propres (coordonnées factorielles)

	PC1	PC2	PC3	PC4
NbreAgencesBancaires100000Adult	0,476	0,649	-0,344	-0,483
NbreATMspour100000Adultes	0,453	-0,463	-0,693	0,317
NbreAgencesBancaires1000km2	0,560	0,297	0,455	0,626
NbreATMspour1000km2	0,505	-0,526	0,442	-0,523

Source : Gretl

Dans cette première ACP, on observe que la première composante explique 62,52% des variations avec une valeur propre égale à 2,5008, c'est-à-dire supérieure à 1. Cela est important car la règle de Kaiser explique qu'étant donné que dans une ACP normée, la somme des valeurs propres est égale au nombre de variables, leur moyenne est égale à 1. Un axe est donc intéressant à partir du moment où sa valeur propre est supérieure à 1. La première composante étant la seule dans cette ACP à posséder une valeur propre supérieure à 1, nous estimons qu'elle explique suffisamment les variations au sein de ces 4 indicateurs.

Ensuite, une deuxième ACP a été réalisée pour estimer le score d'inclusion financière global en utilisant les deux dimensions. A la différence du papier, nous n'avons pas assigné de poids spécifiques aux différentes dimensions et indicateurs, que ce soit dans la première ou la deuxième ACP, ceux-ci participant tous de concert à une plus grande inclusion financière.

Tableau 2 : Seconde analyse en composantes principales

Analyse en Composantes Principales (ACP)

n = 95

Analyse des valeurs propres de la matrice de corrélation

Composante	Val. propre	Contribution	Cumulée
1	1,5505	0,7753	0,7753
2	0,4495	0,2247	1,0000

Vecteurs propres (coordonnées factorielles)

	PC1	PC2
NbreCartesparAdulte	0,707	-0,707
CP1	0,707	0,707

Source : Gretl

Dans cette ACP, la première composante explique 77,53% des variations au sein de l'échantillon. Etant une nouvelle fois la seule avec une valeur propre supérieure à 1, nous estimons qu'elle explique suffisamment de variations au sein des deux dimensions de l'inclusion financière. La première composante principale de cette deuxième ACP devient ainsi le score global d'inclusion financière.

Pour terminer, nous avons normalisé le score d'inclusion financière à l'aide de la formule suivante : $\left(\frac{X-Min}{Max-Min}\right)$ afin d'assigner à chaque pays et pour chaque intervalle de temps un score entre 0 et 1, 0 étant le score minimal et 1 le score maximal d'inclusion financière obtenu dans l'échantillon au cours de la période 2004-2018.

Les scores d'inclusion financière se retrouvent en *annexe 1.7*.

2.4 Conclusions sur les données

Au total, nous disposons d'un échantillon de 21 pays européens pour lesquels les observations sont divisées en 11 intervalles de 3 ans, entre 1986 et 2018 (plus un intervalle supplémentaire entre 2019 et 2020 pour la composante « populisme »). L'inclusion financière est en revanche calculée uniquement entre 2004 et 2018, c'est-à-dire sur 5 intervalles. Le résumé des données se trouve en *annexe 1.8*.

Pour la suite de ce mémoire, nous avons décidé de diviser l'ensemble des pays de notre échantillon en 4 grandes régions géographiques telles que définies par l'ONU⁸. Ainsi, l'Europe de l'Ouest reprend l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse. L'Europe du Nord contient le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, la Suède ainsi que le Royaume-Uni alors que l'Europe de l'Est comprend la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie. Enfin, l'Europe du Sud est constituée de la Grèce, de l'Italie, de la Slovénie et de l'Espagne.

⁸ Statistics Division, Methodology: Standard country or area codes for statistical use (M49), United Nations <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/>

Chapitre 3 : Statistiques descriptives des variables

3.1 Populisme

Tableau 3 : statistiques descriptives sur les votes populistes entre 1986 et 2020

	Moyenne	Médiane	S.D.	Min	Max
Populisme Ouest	0,1438	0,1273	0,0891	0,0000	0,3190
Populisme Nord	0,0850	0,0646	0,0709	0,0000	0,2453
Populisme Est	0,2797	0,2802	0,2194	0,0000	0,6940
Populisme Sud	0,2030	0,1836	0,1801	0,0000	0,6907

Source : Auteur

Sur la période 1986-2020, on observe qu'en moyenne, les votes en faveur des partis populistes sont les plus élevés en Europe de l'Est (27,97%), suivie par l'Europe du Sud (20,3%), l'Europe de l'Ouest (14,38%) et enfin l'Europe du Nord (8,5%). Cette tendance dans l'ordre des régions européennes est confirmée par le score maximal obtenu par l'ensemble des partis populistes au cours d'une même élection nationale. En effet, celui-ci s'élève à 69,4% pour l'Europe de l'Est, 69,07% en Europe du Sud, 31,9% en Europe de l'Ouest et enfin « seulement » 24,53% en Europe du Nord. On observe également plus de volatilité (mesurée par l'écart-type) dans les votes populistes en Europe de l'Est et en Europe du Sud (21,94% et 18,01%) qu'en Europe de l'Ouest et du Nord (8,91% et 7,09%). Enfin, chaque région géographique a connu au moins une élection nationale durant cette période de temps au cours de laquelle le populisme n'a obtenu aucune voix.

3.2 Inégalités de revenu

Tableau 4 : Statistiques descriptives sur les inégalités de revenu entre 1986 et 2018

	Moyenne	Médiane	S.D.	Min	Max
Inégalités revenu Ouest	0,2700	0,2710	0,0207	0,2220	0,3170
Inégalités revenu Nord	0,2693	0,2530	0,0453	0,2070	0,3460
Inégalités revenu Est	0,2741	0,2690	0,0297	0,1890	0,3240
Inégalités revenu Sud	0,3098	0,3240	0,0368	0,2290	0,3530

Source : Auteur

Sur la période 1986-2018, on observe une très forte similarité entre les différentes régions européennes en ce qui concerne les inégalités économiques, mesurées par l'indice de Gini. Les inégalités économiques sont en moyenne les plus présentes en Europe du Sud (indice de Gini de 0,3098) et les moins présentes en Europe du Nord (0,2693). Cependant, l'écart entre ces deux régions est très faible (0,0405). De plus, les inégalités économiques présentent également une forte inertie au cours du temps, ce qui est confirmé par l'écart-type qui évolue entre 0,0207 et 0,0453 en fonction des régions, ce qui est beaucoup plus faible que pour le populisme. Enfin, au cours de cette période, la plus grande égalité économique fut observée en Slovaquie (Europe de l'Est) durant l'intervalle 1992-1994 (0,189) alors que la plus grande inégalité économique fut observée en Espagne (Europe du Sud) durant l'intervalle 1995-1997 (0,353).

3.3 Inclusion financière

Tableau 5 : Statistiques descriptives sur l'inclusion financière entre 2004 et 2018

	Moyenne	Médiane	S.D.	Min	Max
Inclusion financière Ovest	0,4238	0,3601	0,1994	0,1621	1,0000
Inclusion financière Nord	0,2797	0,2306	0,1686	0,0727	0,6080
Inclusion financière Est	0,0815	0,0776	0,0398	0,0000	0,1490
Inclusion financière Sud	0,3177	0,2996	0,1002	0,1552	0,5132

Source : Auteur

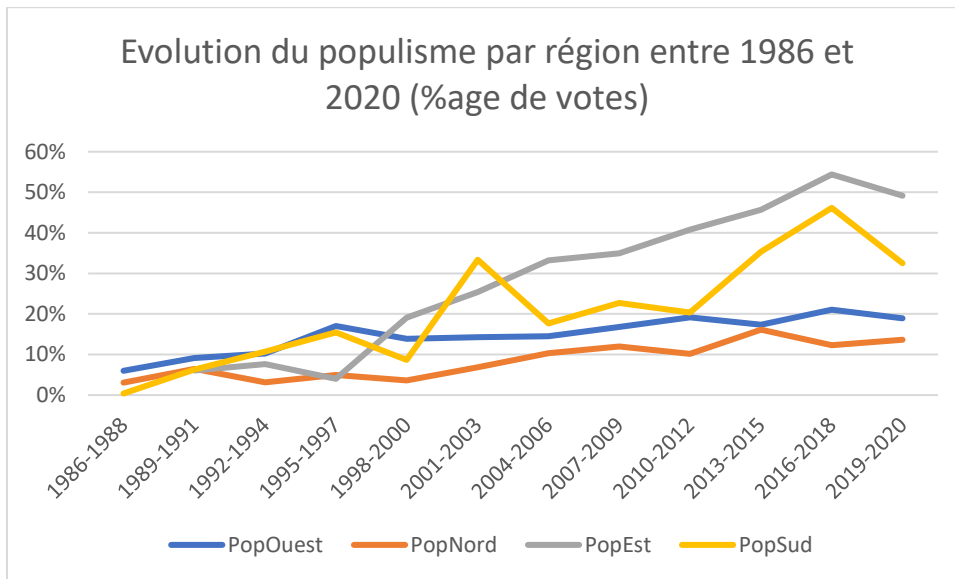
L'inclusion financière fut mesurée de 2004 à 2018. Sur cette période, l'Europe de l'Ouest présente en moyenne le plus d'inclusion financière (0,4238) alors que l'Europe de l'Est ferme la marche de manière assez nette (0,0815). L'Europe du Sud et du Nord, pour leur part, affichent un score de respectivement 0,3177 et 0,2797. Ce qui est assez frappant est le fait que le score maximal d'inclusion financière de l'Europe de l'Est sur ces 15 années atteint seulement le septième de celui de l'Europe de l'Ouest. Enfin, l'inclusion financière en Europe de l'Est est fort figée au cours du temps (écart-type de 0,0398) alors que l'écart-type est de 0,1994 en Europe de l'Ouest ou encore 0,1686 en Europe du Nord. Cela signifie qu'en moyenne, l'inclusion financière en Europe de l'Ouest et du Nord présente un écart de respectivement 0,1994 et 0,1686 par rapport à la moyenne.

3.4 Conclusions sur les statistiques descriptives

En résumé, on observe que le populisme au cours des 35 dernières années fut le plus présent en Europe de l'Est et en Europe du Sud. Ces deux régions européennes sont également celles présentant le plus d'inégalités économiques même si la différence avec les autres régions est extrêmement minime. En revanche, lorsque l'on s'intéresse à l'inclusion financière, on observe que l'Europe de l'Est est largement à la traîne, ce qui n'est pas du tout le cas de l'Europe du Sud qui se classe deuxième dans cette catégorie.

Chapitre 4 : Evolution des 3 dimensions au cours du temps

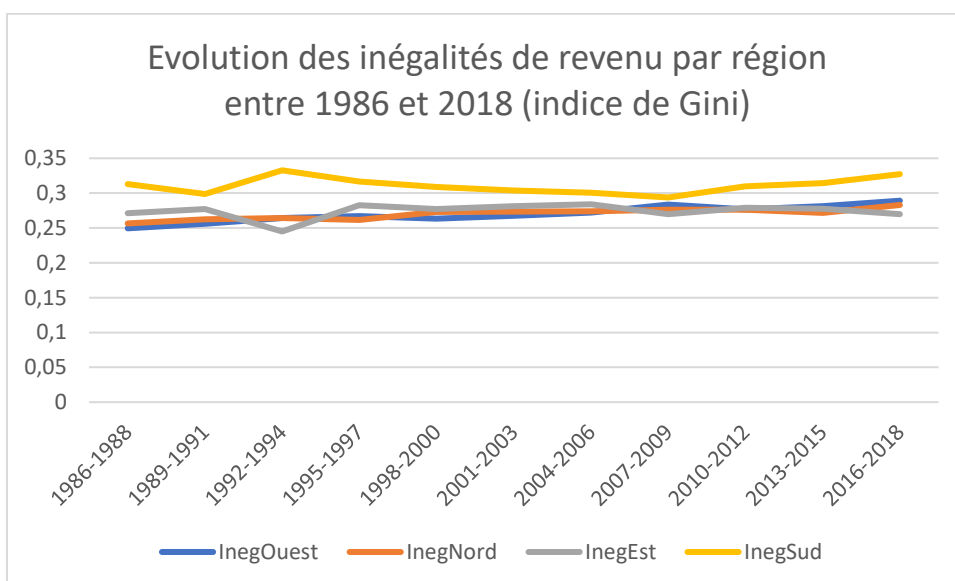
Graphe 1



Source : Auteur

On observe que jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle, le populisme était le plus présent en Europe de l'Ouest. Le 21^{ème} siècle a été le témoin d'une ascension fulgurante et continue du populisme en Europe de l'Est qui est à l'heure actuelle la région européenne la plus touchée par ce phénomène. Le populisme en Europe du Sud a également augmenté mais avec plus de variations dans son évolution. En Europe de l'Ouest et du Nord, le populisme augmente également mais de manière beaucoup plus lente et mesurée.

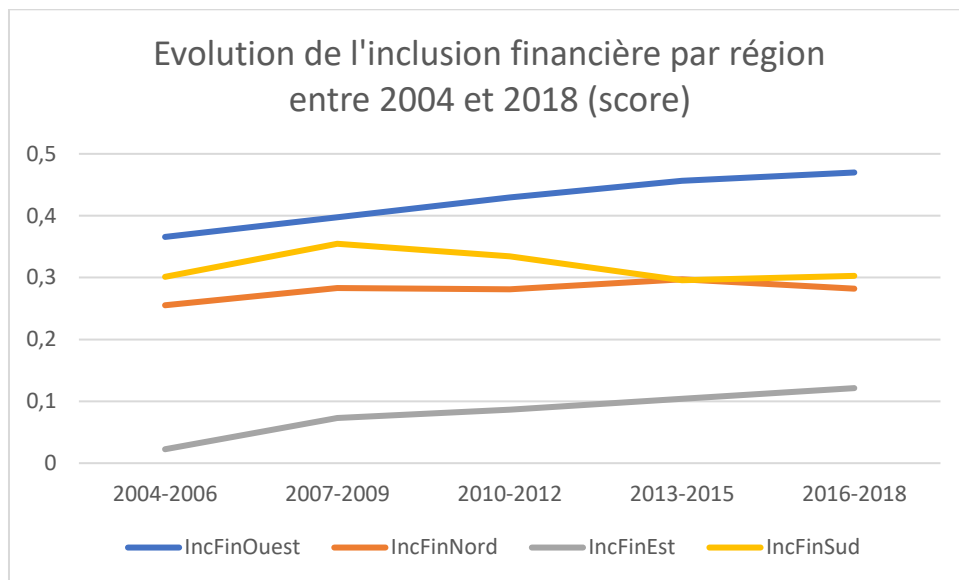
Graphe 2



Source : Auteur

Ce graphe confirme le fait que les inégalités de revenu, mesurées par l'indice de Gini, sont très stables dans le temps. On peut remarquer que celles-ci ont toujours été supérieures en Europe du Sud sur la période de temps considérée alors que les inégalités de revenu dans les 3 autres régions évoluent quasiment de concert.

Grappe 3



Source : Auteur

L'inclusion financière a toujours été la plus importante en Europe de l'Ouest et la plus faible en Europe de l'Est. Fait étonnant, celle-ci augmente de la même manière entre ces deux régions, avec des niveaux absolus bien différents évidemment. Concernant chacune des deux autres régions, l'inclusion financière en début et fin de période sont fort semblables. Cependant, l'inclusion financière en Europe du Sud a toujours été supérieure à celle en Europe du Nord, si ce n'est lors de l'intervalle 2013-2015 où l'inclusion financière était identique entre les deux régions.

Chapitre 5 : Corrélations (analyses inconditionnelles des relations)

Il est important de savoir que nous sommes ici dans un cadre inconditionnel. Cela veut dire que les corrélations vont nous donner une intuition mais ne peuvent pas être utilisées comme preuves dans l'analyse d'une relation entre deux variables. En effet, l'analyse étant inconditionnelle, nous ne contrôlons pas pour des facteurs tiers. Ainsi, la corrélation entre deux variables pourrait changer fondamentalement si on intégrait dans l'analyse une troisième variable liée aux deux autres. De plus, ces analyses sont réalisées dans un cadre contemporain, sans effet de retard entre les variables.

5.1 Corrélations générales (*annexe 2.1*)

On observe une corrélation de 0,1048 entre les votes populistes et les inégalités de revenu. On peut donc imaginer que les inégalités de revenu influencent d'une certaine manière les votes populistes. Cela reste cependant à être confirmé lors des régressions, la p-valeur étant de 19,44%, empêchant de rejeter l'hypothèse nulle d'absence de corrélation.

Ensuite, il existe une corrélation négative de 0,4442 entre les votes populistes et l'inclusion financière, significative à 1%. Cela signifie que l'inclusion financière et les votes populistes évoluent dans des directions opposées.

Enfin, il existe une corrélation positive de 0,305 entre les inégalités de revenu et l'inclusion financière, significative à 1%. Cela veut dire qu'en moyenne, dans notre échantillon, lorsque les inégalités de revenu sont élevées, l'inclusion financière a elle aussi tendance à être relativement élevée et inversement.

5.2 Corrélations liées à l'Europe de l'Ouest (*annexe 2.2*)

Concernant l'Europe de l'Ouest, on peut déclarer, à un niveau de significativité de 1%, qu'il existe une corrélation positive de 0,4444 entre les votes populistes et les inégalités économiques. Les inégalités économiques jouent donc sûrement un rôle dans la montée du populisme en Europe occidentale. De plus, il existe, à un niveau de significativité de 5%, une corrélation négative de 0,5446 entre les votes populistes et l'inclusion financière. Le manque d'accès aux services financiers et bancaires a donc peut-être également son mot à dire dans la tendance populiste observée en Europe occidentale.

5.3 Corrélations liées à l'Europe du Nord (*annexe 2.3*)

Concernant l'Europe du Nord, l'ensemble des corrélations sont significatives à un niveau minimal de 10%. Ainsi, dans cette région, les votes populistes et les inégalités économiques possèdent une corrélation négative de 0,3247 (significativité à 5%). On peut donc supposer que la variation des votes populistes ne provient pas d'éléments économiques. Celle-ci peut en revanche venir des variations au sein de l'inclusion financière étant donné que le populisme et l'inclusion financière possèdent une corrélation négative de 0,4168 ce qui signifie que lorsque l'inclusion financière augmente, le populisme diminue et inversement (significativité à 10%). Enfin, à un niveau de significativité de 1%, les inégalités économiques et l'inclusion financière sont fortement corrélées (0,8809).

5.4 Corrélations liées à l'Europe de l'Est (*annexe 2.4*)

Aucune corrélation en Europe de l'Est n'est significative à un niveau minimal de 10%. On ne peut donc être sûr d'aucun lien entre ces différentes variables.

5.5 Corrélations liées à l'Europe du Sud (*annexe 2.5*)

En ce qui concerne l'Europe du Sud, aucune corrélation n'est significative à un niveau minimal de 10% non plus.

Chapitre 6 : Régressions économétriques

6.1 Méthodologie

6.1.1 Panel non cylindré

Nous disposons de données de panel. Cela signifie que nous suivons les mêmes individus (ici les pays) au cours du temps. Nous avons donc à la fois une dimension individuelle mais également temporelle. Dans notre cas, nous ne possédons pas de donnée pour chaque individu lors de chaque intervalle et ce pour des raisons purement aléatoires. Cela ne pose pas de problème car un modèle de panel peut s'accommoder de données manquantes pour autant que ces dernières ne le sont pas pour une raison particulière, ce qui est bien le cas dans le cadre de notre étude. Nous avons donc construit un panel non cylindré (WOOLDRIDGE, 2018).

6.1.2 Modèles à effets fixes

Nous allons appliquer à ce panel des régressions à effets fixes. L'objectif est d'expliquer les variations d'une variable dite dépendante, à savoir le populisme, par deux variables explicatives que sont les inégalités de revenu et l'inclusion financière. Cependant, ces deux variables explicatives n'expliqueront qu'une seule partie des variations dans les votes populistes. En effet, d'autres variables, non insérées dans le modèle, jouent également un rôle dans la variation du populisme en étant corrélées avec lui et même peut-être avec les variables explicatives. On peut penser au rejet des étrangers, de la démocratie, etc.

Les effets fixes consistent à mettre des constantes qui sont spécifiques par pays (WOOLDRIDGE, 2018). Le test en F permet de justifier l'utilisation d'un modèle à effets fixes par rapport au modèle OLS. En effet, il teste l'hypothèse nulle préconisant que la constante est la même pour tous les pays (effets fixes égaux à 0 pour tous les pays) par rapport à l'hypothèse alternative préconisant que l'on doit mettre des effets fixes spécifiques par pays. Pour l'ensemble de nos régressions, on observe que les p-valeurs sont minuscules (exemple : *annexe 3.1*), ce qui veut dire que l'hypothèse nulle de constante égale entre pays est largement rejetée à tous les niveaux de significativité (1,5 et 10%). L'inclusion des effets fixes est donc totalement supportée par les données. Le modèle de panel va donc tenir compte de ces différences par inclusion des effets fixes. Le modèle des moindres carrés ordinaires est largement rejeté en faveur d'un modèle de panel à effets fixes. Dès lors, l'intérêt du modèle OLS est relativement limité si ce n'est pour connaître le pourcentage supplémentaire de la variabilité expliquée en ajoutant les effets fixes.

Les effets fixes intègrent l'effet conjoint de tous les facteurs non observés (non inclus dans le modèle), spécifiques à un pays et constants dans le temps (ex : taille du pays). Les modèles de panel à effets fixes permettent d'éviter le biais d'hétérogénéité non observée. Celui-ci surviendrait par exemple s'il y avait plus d'inégalités sociales dans les grands pays et que l'on n'intégrait pas la taille du pays dans les effets fixes. Cela biaiserait le coefficient des inégalités parce que le coefficient qui devrait capturer uniquement l'effet des inégalités sur le populisme capturerait l'effet des inégalités mais aussi l'effet d'un grand pays.

Enfin, les modèles à effets fixes sont également privilégiés par rapport aux modèles à effets aléatoires pour la raison suivante. Les méthodes à effets aléatoires sont surtout utilisées sur les données individuelles (c'est-à-dire relatives à des ménages, des firmes, etc.) alors que les modèles à effets fixes le sont sur les données agrégées comme les pays. L'échantillon des modèles à effets aléatoires a un caractère aléatoire car provient de données d'enquêtes notamment.

L'objectif de ces régressions est de comprendre si les votes en faveur des partis populistes sont influencés par les inégalités économiques et par l'inclusion financière, lors de la même période ainsi que lors de périodes précédentes. Nous n'étudierons cependant pas l'impact que pourrait avoir à son tour le populisme sur les inégalités économiques ainsi que sur l'inclusion financière afin d'éviter le biais de simultanéité. Ce biais apparaît lorsqu'une variable indépendante (appelée aussi variable explicative) est elle-même influencée par la variable dépendante. La variable explicative n'est alors pas indépendante du terme d'erreur. De plus, lorsque l'on a une causalité dans les deux sens, aucune des deux régressions n'est correctement estimée. Nous avons donc décidé de régresser uniquement le populisme sur les inégalités économiques et sur l'inclusion financière et de considérer que l'hypothèse d'indépendance entre les variables indépendantes et le terme d'erreur est correcte. Cette hypothèse permet de nous assurer que les coefficients seront bien estimés.

Dans un premier temps, nous allons régresser le populisme uniquement sur les inégalités de revenu sur la période 1986-2020, les données sur l'inclusion financière n'étant disponibles qu'à partir de 2004. Cela nous permettra d'avoir une analyse plus précise sur l'impact des inégalités de revenu sur le populisme, le nombre d'observations étant plus important.

Dans un second temps, nous régresserons le populisme simultanément sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière sur la période 2004-2020 afin de déterminer l'impact combiné de ces deux indicateurs sur le populisme et ce sur une période de temps plus courte. Le fait de prendre dans les régressions les deux variables indépendantes (inégalités économiques et inclusion financière) simultanément permet d'éviter le biais de variable omise, leur corrélation étant de 0,305 à un niveau de significativité de 1%, comme vu plus haut.

Ces deux **types de régressions** démontrant toutes les deux un impact positif des inégalités de revenu sur le populisme tandis que la deuxième ne pouvant mettre en lumière un impact significatif de l'inclusion financière sur le populisme, une troisième régression sera réalisée en régressant le populisme sur les inégalités de revenu sur une période plus courte (2004-2020) afin de confirmer l'impact positif des inégalités de revenu sur le populisme.

Pour chacun des trois cas, nous commencerons avec des régressions simples, sans effet d'interaction afin d'évaluer l'impact global des variables explicatives sur le populisme. Nous insérerons ensuite des **variables d'interaction** propres à trois régions du modèle (Europe de l'Ouest, Europe du Nord et Europe de l'Est) afin de tester l'existence de différences significatives entre ces différents groupes et l'Europe du Sud qui sera choisie comme région de référence.

Au sein de chaque sous-catégorie (c'est-à-dire avec ou sans effet d'interaction), nous intégrerons la ou les variable(s) explicative(s) avec un **retard spécifique**, allant d'un retard de 0 intervalle (= régression contemporaine) à un retard de 3 intervalles. Nous nous limiterons à un retard de maximum 9 ans en suivant notre intuition économique qui nous fait penser qu'après 9 ans, les variations dans les inégalités de revenu et l'inclusion financière ne se reflètent plus dans les urnes. Ce choix d'un retard spécifique par régression permet ainsi de ne pas mettre plusieurs retards en même temps, ce qui causerait énormément de corrélation. En effet, au plus il y a de variables retardées dans le modèle, au plus il y a de corrélation.

Cela se vérifie par le critère d'Akaike qui permet de mesurer la qualité d'information d'un modèle. Au plus le nombre associé à ce critère est faible, au plus le modèle est intéressant (AKAIKE, 1974). En effet, la formule étant $AIC = 2k - 2\ln(L)$, le nombre de paramètres impacte négativement la qualité du modèle. Dans cette formule, k représente le nombre de

paramètres à estimer alors que L représente le maximum de la fonction de vraisemblance du modèle.

Le critère d'Akaike pénalise donc les modèles trop complexes. On observe ainsi que les régressions comprenant un seul retard à la fois ont un critère d'Akaike plus faible que celles incorporant plusieurs retards simultanément. Un exemple se trouve en *annexe 3.2*. Ils n'ont pas tous été rapportés dans un souci de clarté, les différentes combinaisons de retards étant très importantes. Dans cet exemple, on observe qu'ajouter un retard en plus de la variable contemporaine affaiblit le critère d'Akaike qui passe de -96,05 à -92,46. Lorsqu'on ajoute un deuxième retard à cette même régression, cela s'empire avec un critère d'Akaike égal à -74,39.

Au total, nous allons estimer 21 modèles, réalisés à l'aide de combinaisons de ces trois dimensions. Une typologie résumant les numéros des différents modèles se trouvent en *annexe 3.3*. Chaque modèle sera identifié par un numéro de trois chiffres, le premier portant sur le type de régressions, le second sur l'inclusion ou non de variables d'interaction alors que le dernier sera spécifique au retard inclus dans la régression.

6.2 Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (1986-2020)

6.2.1 Régressions sans variable d'interaction

Voici les équations des modèles économétriques que nous allons estimer (avec respectivement 0,1,2 et 3 intervalles de retard) :

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad [1.1.1]$$

Où

- α est la constante
- α_i et α_t sont les effets fixes. Plus spécifiquement, α_i représente tous les facteurs non inclus dans le modèle et qui sont spécifiques au pays i alors que α_t représente tous les facteurs non inclus qui sont spécifiques à l'intervalle de temps t.
- β est le coefficient de l'impact des inégalités de revenus sur le populisme.
- $X_{i,t}$ représente de son côté les inégalités de revenu dans le pays i au temps t.
- $\varepsilon_{i,t}$ représente l'erreur.

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t-1} + \varepsilon_{i,t} \quad [1.1.2]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t-2} + \varepsilon_{i,t} \quad [1.1.3]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t-3} + \varepsilon_{i,t} \quad [1.1.4]$$

Toutes ces régressions se trouvent en *annexe 3.4*.

La régression contemporaine permet de déceler un impact positif et significatif à 5% des inégalités de revenu sur les votes populistes. Ainsi, en moyenne, lorsque les inégalités de revenu augmentent de 1 unité de mesure, les votes populistes augmentent de 1,23 point de pourcentage au cours de la même période.

La deuxième régression nous permet de dire, à un niveau de significativité de 1%, que lorsque les inégalités de revenu augmentent d'une unité de mesure, les votes pour les partis populistes augmentent en moyenne de 1,63 point de pourcentage lors de l'intervalle suivant (3 ans après).

Les résultats de la troisième régression vont dans le même sens que la précédente en ajoutant que lorsque les inégalités de revenu augmentent d'une unité de mesure, les votes en faveur des partis populistes augmentent en moyenne de 1,64 point de pourcentage après 2 intervalles (6 ans). Cette affirmation est également significative à 1%.

Enfin, la dernière régression ne permet pas de sortir de relation significative entre les inégalités de revenu et les votes populistes avec un délai de 3 intervalles. On peut donc en déduire que les inégalités de revenu n'impactent plus le populisme à partir d'une certaine durée, à savoir 6 ans ici, ce qui est compréhensible intuitivement.

6.2.2 Régressions avec variables d'interaction

Nous allons maintenant insérer des variables d'interaction pour les régressions qui présentaient déjà des éléments significatifs dans les régressions absolues, à savoir la régression contemporaine ainsi que celles avec respectivement un retard d'un et de deux intervalles afin de déceler d'éventuelles différences significatives entre les régions géographiques européennes dans l'effet des inégalités de revenu sur le populisme.

Voici les équations des modèles à estimer (avec respectivement 0,1,2 et 3 intervalles de retard) :

$$Populisme_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 X_{i,t} + \beta_2 (X_{i,t} * EO_i) + \beta_3 (X_{i,t} * EN_i) + \beta_4 (X_{i,t} * EE_i) + \varepsilon_{i,t} \quad [1.2.1]$$

Où

- EO_i , EN_i et EE_i sont des variables binaires, prenant la valeur 1 si l'observation est liée à un pays de leur groupe géographique, 0 autrement. « EO » représente l'Europe de l'Ouest, « EN » l'Europe du Nord et « EE » l'Europe de l'Est. L'Europe du Sud représente le groupe de référence.
- β_1 , qui est le coefficient de l'effet général des inégalités de revenu sur le populisme, capte l'effet spécifique aux pays de l'Europe du Sud lorsque l'on rajoute des variables d'interaction propres aux trois autres régions. En effet, l'effet global disparaît lorsque l'on décide d'insérer de l'hétérogénéité dans les effets.
- Les coefficients des variables d'interaction (β_2 , β_3 et β_4) représentent eux l'effet additionnel des inégalités de revenus sur le populisme par rapport à ce groupe de référence.

$$Populisme_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 X_{i,t-1} + \beta_2 (X_{i,t-1} * EO_i) + \beta_3 (X_{i,t-1} * EN_i) + \beta_4 (X_{i,t-1} * EE_i) + \varepsilon_{i,t} \quad [1.2.2]$$

$$Populisme_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 X_{i,t-2} + \beta_2 (X_{i,t-2} * EO_i) + \beta_3 (X_{i,t-2} * EN_i) + \beta_4 (X_{i,t-2} * EE_i) + \varepsilon_{i,t} \quad [1.2.3]$$

Ces trois régressions (*annexe 3.5*) ne présentent rien de significatif, nous empêchant de conclure une quelconque différence entre les quatre grandes régions européennes.

6.3 Régresser le populisme sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière (2004-2020)

Pour rappel, la Suisse et la Norvège sont exclues des régressions ci-dessous étant donné qu'on ne dispose pas de leurs scores d'inclusion financière sur cet intervalle de temps.

6.3.1 Régressions sans variable d'interaction

$$Populisme_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_{ineg} neg_{i,t} + \gamma_{incl} incl_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad [2.1.1]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta \text{ineg}_{i,t-1} + \gamma \text{incl}_{i,t-1} + \varepsilon_{i,t} \quad [2.1.2]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta \text{ineg}_{i,t-2} + \gamma \text{incl}_{i,t-2} + \varepsilon_{i,t} \quad [2.1.3]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta \text{ineg}_{i,t-3} + \gamma \text{incl}_{i,t-3} + \varepsilon_{i,t} \quad [2.1.4]$$

Dans ces équations, β est le coefficient de l'impact des inégalités de revenu sur le populisme alors que γ est celui de l'impact de l'inclusion financière sur le populisme.

Ces régressions se trouvent en *annexe 3.6*.

La première régression ne montre aucune relation significative.

La seconde confirme l'impact positif et significatif (ici à 10%) entre les inégalités de revenu et les votes populistes lors de l'intervalle suivant. En moyenne, lorsque les inégalités de revenu augmentent d'une unité de mesure, les votes populistes augmentent de 2,2 points de pourcentage 3 ans après.

La troisième confirme également l'impact positif et significatif entre les inégalités de revenu et les votes populistes avec un délai de 2 intervalles. En moyenne, lorsque les inégalités de revenu augmentent d'une unité de mesure, les votes populistes augmentent de 2,59 points de pourcentage 6 ans après.

Enfin, la dernière nous montre que ni les inégalités de revenu ni l'inclusion financière n'ont un impact significatif sur les votes populistes avec un délai de 9 ans.

6.3.2 Régressions avec variables d'interaction

$$\begin{aligned} \text{Populisme}_{i,t} = & \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 \text{ineg}_{i,t} + \beta_2 (\text{ineg}_{i,t} * EO_i) + \beta_3 (\text{ineg}_{i,t} * EN_i) + \\ & \beta_4 (\text{ineg}_{i,t} * EE_i) + \gamma_1 \text{incl}_{i,t} + \gamma_2 (\text{incl}_{i,t} * EO_i) + \gamma_3 (\text{incl}_{i,t} * EN_i) + \gamma_4 (\text{incl}_{i,t} * EE_i) + \\ & \varepsilon_{i,t} \end{aligned} \quad [2.2.1]$$

$$\begin{aligned} \text{Populisme}_{i,t} = & \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 \text{ineg}_{i,t-1} + \beta_2 (\text{ineg}_{i,t-1} * EO_i) + \beta_3 (\text{ineg}_{i,t-1} * EN_i) + \\ & \beta_4 (\text{ineg}_{i,t-1} * EE_i) + \gamma_1 \text{incl}_{i,t-1} + \gamma_2 (\text{incl}_{i,t-1} * EO_i) + \gamma_3 (\text{incl}_{i,t-1} * EN_i) + \gamma_4 (\text{incl}_{i,t-1} * \\ & EE_i) + \varepsilon_{i,t} \end{aligned} \quad [2.2.2]$$

$$\begin{aligned}
\text{Populisme}_{i,t} = & \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 \text{ineg}_{i,t-2} + \beta_2(\text{ineg}_{i,t-2} * EO_i) + \beta_3(\text{ineg}_{i,t-2} * EN_i) + \\
& \beta_4(\text{ineg}_{i,t-2} * EE_i) + \gamma_1 \text{incl}_{i,t-2} + \gamma_2(\text{incl}_{i,t-2} * EO_i) + \gamma_3(\text{incl}_{i,t-2} * EN_i) + \gamma_4(\text{incl}_{i,t-2} * \\
& EE_i) + \varepsilon_{i,t}
\end{aligned}
\tag{2.2.3}$$

Ces régressions se trouvent en *annexe 3.7*.

Les deux premières régressions (contemporaine et avec un retard d'un intervalle) ne contiennent aucun élément significatif.

La troisième régression nous montre que les inégalités de revenu ont un impact positif sur le populisme avec un retard de deux intervalles dans les pays d'Europe du Sud. Ainsi, à un niveau de significativité de 1%, lorsque les inégalités de revenu augmentent d'une unité de mesure, les votes populistes augmentent en moyenne de 6,9 points de pourcentage 6 ans après dans cette région.

Un autre élément fondamental que nous apporte cette régression est le fait que la hausse des inégalités dans les pays d'Europe de l'Est influence significativement moins la hausse des votes populistes 6 ans après qu'en Europe du Sud. En effet, à un niveau de significativité de 10%, une hausse des inégalités de revenu d'une unité de mesure en Europe de l'Est mène en moyenne à un effet plus faible de 8,1 points de pourcentage sur les votes populistes deux intervalles après par rapport aux 4 pays d'Europe du Sud (= *effet additionnel pour les pays d'Europe de l'Est par rapport à l'Europe du Sud*). L'effet spécifique des inégalités sur le populisme en Europe du Sud ainsi que l'effet additionnel des inégalités sur le populisme en Europe de l'Est étant tous les deux significatifs, nous pouvons conclure que dans les pays de l'Est, lorsque les inégalités de revenu augmentent d'une unité de mesure, les votes populistes baissent en moyenne de 1,21 point de pourcentage 6 ans après (= *effet spécifique aux pays d'Europe de l'Est*).

6.4 Conclusions sur les deux premières régressions

Les régressions comprenant des retards de 3 intervalles ne présentent aucun coefficient significatif. On peut donc supposer que l'effet des inégalités de revenu sur le populisme disparaît après une certaine durée, à savoir 6 ans ici.

Plus spécifiquement, les inégalités de revenu ont un impact significatif et positif sur les votes populistes avec zéro (dans une des deux régressions absolues), un et deux intervalles de retard. Cet effet est donc immédiat et assez long dans le temps (dure 6 ans).

Concernant les régions géographiques, on observe que la variation des inégalités de revenu dans les pays d'Europe du Sud a un impact particulièrement important sur le populisme 6 ans après. On constate également que les inégalités de revenu dans les pays d'Europe de l'Est ont un effet moindre sur les votes populistes qu'en Europe du Sud, toujours avec un délai de 6 ans. Plus marquant encore, une augmentation des inégalités de revenu mène en moyenne à une baisse des votes populistes 6 ans après en Europe de l'Est.

Cependant, le deuxième type de régressions ne nous permet de distinguer aucun élément significatif par rapport à l'impact de l'inclusion financière sur le populisme, que ce soit dans son effet global ou bien dans les différences entre les régions géographiques.

On peut donc conclure qu'en Europe, les variations dans les inégalités de revenu ont un impact positif sur les votes populistes, ce qui est en accord avec ce qui existe déjà dans la littérature. Cet effet est très marqué en Europe du Sud mais est beaucoup plus faible et même négatif dans les pays d'Europe de l'Est. Cela provient probablement de l'origine du populisme dans ces pays, beaucoup plus d'ordre culturel qu'économique. Cependant, avec les données dont nous disposons, nous ne pouvons rien dire à propos d'un éventuel impact de l'inclusion financière sur les votes populistes en Europe.

6.5 Régression additionnelle : régresser le populisme sur les inégalités de revenu (2004-2020)

L'inclusion financière ne présentant aucun élément significatif quant à son impact sur le populisme, nous allons faire un troisième type de régression en régressant le populisme uniquement sur les inégalités économiques et sur la même période que la deuxième régression (2004-2020). Cette troisième régression a pour objectif de confirmer l'impact positif des inégalités économiques sur le populisme, comme observé dans les deux premières régressions.

6.5.1 Régressions sans variable d'interaction

$$Populisme_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad [3.1.1]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t-1} + \varepsilon_{i,t} \quad [3.1.2]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t-2} + \varepsilon_{i,t} \quad [3.1.3]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta X_{i,t-3} + \varepsilon_{i,t} \quad [3.1.4]$$

Ces 4 régressions (*annexe 3.8*) nous confirment deux choses. D'une part, les inégalités de revenu avec un retard de 1 et de 2 intervalles impactent positivement le populisme. Ainsi à un niveau de significativité de 10%, une augmentation unitaire des inégalités de revenu en t_{-2} mène à une hausse des votes populistes de 1,95 point de pourcentage en t_0 . En ce qui concerne l'impact des inégalités de revenu sur le populisme 3 ans après, il correspond à une hausse de 1,83 point de pourcentage du populisme pour une hausse unitaire des inégalités de revenu. Cette affirmation n'est pas significative mais reste proche du niveau de significativité de référence de 10% (10,74%). D'autre part, ces modèles nous confirment une fois de plus que les variations dans les inégalités de revenu n'impactent plus le populisme après deux intervalles (6 ans).

6.5.2 Régressions avec variables d'interaction

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 X_{i,t} + \beta_2 (X_{i,t} * EO_i) + \beta_3 (X_{i,t} * EN_i) + \beta_4 (X_{i,t} * EE_i) + \varepsilon_{i,t} \quad [3.2.1]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 X_{i,t-1} + \beta_2 (X_{i,t-1} * EO_i) + \beta_3 (X_{i,t-1} * EN_i) + \beta_4 (X_{i,t-1} * EE_i) + \varepsilon_{i,t} \quad [3.2.2]$$

$$\text{Populisme}_{i,t} = \alpha + \alpha_i + \alpha_t + \beta_1 X_{i,t-2} + \beta_2 (X_{i,t-2} * EO_i) + \beta_3 (X_{i,t-2} * EN_i) + \beta_4 (X_{i,t-2} * EE_i) + \varepsilon_{i,t} \quad [3.2.3]$$

Les modèles incorporant des variables d'interaction (*annexe 3.9*) nous apportent quelques enseignements également.

D'une part, ceux-ci confirment l'impact positif et significatif des inégalités de revenu sur le populisme en Europe du Sud avec un délai de 3 et 6 ans. Ainsi, dans cette région, une hausse des inégalités de revenu d'une unité mène en moyenne à une hausse des votes populistes de 3,64 et 5,04 points de pourcentage respectivement 3 et 6 ans après (significativité de 5% et 1%).

Ensuite, cette série de modèles nous apprend que les inégalités de revenu dans les pays du Nord et de l'Est de l'Europe ont un impact moins important sur le populisme que dans la région de référence qu'est l'Europe du Sud. Ainsi, en moyenne, une augmentation des inégalités de revenu d'un point de pourcentage dans les pays de l'Est mène à un impact de 8,96 points de pourcentage plus faible sur le populisme au cours de la même période par rapport à l'Europe du Sud (significativité de 10%). Lorsque l'on considère deux intervalles de retard, une augmentation unitaire des inégalités de revenu mène à un impact plus faible de 5,39 (Nord, 10% de significativité) et 8,27 points de pourcentage (Est, 5% de significativité) sur le populisme toujours par rapport à l'Europe du Sud. Tous ces coefficients étant significatifs, on peut donc dire qu'en moyenne, une augmentation des inégalités de revenu d'une unité de mesure dans les pays de l'Est mène à une baisse des votes populistes de 3,24 points de pourcentage dans ces pays-là 6 ans après. En Europe du Nord, cette même augmentation des inégalités mène à une baisse des votes populistes de 0,36 point de pourcentage.

6.6 Evaluation de la qualité des modèles

Nous allons comparer la qualité des différents modèles en utilisant le R^2 ajusté.

Le R^2 normal mesure le pourcentage de la variabilité dans la variable dépendante (populisme) expliquée par l'ensemble du modèle, y compris les effets fixes. En effet, le R^2 est toujours beaucoup plus élevé lorsque l'on intègre des effets fixes. Cela vient du fait que les effets fixes expliquent tout ce qui est spécifique à un pays mais qui est constant dans le temps. Le R^2 intra est celui qui ne tient pas compte de l'inclusion des effets fixes, qui est nettoyé de l'effet des effets fixes sur la variabilité.

Le R^2 est compris entre 0 et 100%, 0 signifiant que le modèle a un pouvoir prédictif nul alors que 100% signifie que le modèle explique l'entièreté des variations de la variable dépendante. Cependant, le problème avec le R^2 normal est qu'il part du principe que tous les régresseurs participent à l'explication de la variabilité au sein de la variable dépendante. Dès lors, ajouter un régresseur augmente toujours le R^2 même s'il n'a presque pas de pouvoir explicatif.

Le R^2 ajusté, de son côté, cherche à mesurer le pourcentage de variabilité au sein de la variable dépendante expliqué par les régresseurs qui contribuent réellement à expliquer cette

variable. Pour ce faire, le R^2 ajusté ajoute une pénalité sur le nombre de régresseurs. Ainsi, si le régresseur additionnel n'améliore pas significativement la variabilité expliquée, le R carré ajusté peut baisser. Cela permet de comparer des modèles avec des structures différentes. Dans notre cas, cela permet notamment de comparer les régressions intégrant des effets d'interaction avec celles n'en intégrant pas.

Le R^2 ajusté est calculé en partant du R^2 normal et en lui appliquant la formule qui tient compte du nombre de paramètres (= constante, variables explicatives et effets fixes). Voici la formule⁹ :

$$R^2_{ajusté} = 1 - \frac{(1 - R^2)(N - 1)}{N - p - 1}$$

Où R^2 est le R^2 normal de l'échantillon

p le nombre de paramètres, et

N la taille de l'échantillon

Les R^2 ajustés se trouvent en *annexe 3.10*. Nous pouvons dire 3 choses principales à ce propos.

Premièrement, de manière générale, ce sont les modèles régressant le populisme sur les inégalités de revenu entre 2004 et 2020 qui ont le plus grand pouvoir explicatif (76,27%), suivis de près par ceux régressant le populisme sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière simultanément sur la période 2004-2020 (75,57%). Enfin, les modèles régressant le populisme sur les inégalités de revenu sur la période 1986-2020 ont une puissance descriptive beaucoup plus faible (52,65%).

Deuxièmement, lorsque l'on compare la moyenne du pouvoir explicatif des régressions incorporant des effets d'interaction par rapport à celles qui n'en incorporent pas, on observe qu'aucune différence très nette ne se dégage. La différence reste en effet à chaque fois inférieure à 1 point de pourcentage pour chacune des trois grandes catégories de régression. Remarquons que les régressions absolues (= sans effet d'interaction) incorporant

⁹ Listen Data, Difference between adjusted R-squared and R-squared
[https://www.listendata.com/2014/08/adjusted-r-squared.html#:~:text=Adjusted%20R%2Dsquared%20value%20can,predictors\)%2C%20total%20sample%20size.&text=Every%20time%20you%20add%20a,the%20independent%20variable%20is%20insignificant.](https://www.listendata.com/2014/08/adjusted-r-squared.html#:~:text=Adjusted%20R%2Dsquared%20value%20can,predictors)%2C%20total%20sample%20size.&text=Every%20time%20you%20add%20a,the%20independent%20variable%20is%20insignificant.)

un retard de 3 intervalles ont été exclues de ce calcul pour ne pas biaiser les résultats, les effets d'interaction n'étant pas introduits pour les régressions spécifiques à un retard de 3 intervalles.

Enfin, on observe que les régressions incorporant un retard de 2 intervalles sont celles expliquant le plus la variabilité dans le populisme (76,61%), suivies par celles incorporant un retard de 3 ans (67,89%) et enfin les régressions contemporaines (55,91%).

Conclusions générales

En résumé, on peut déclarer avec certitude que les inégalités de revenu impactent positivement les votes en faveur des partis populistes, principalement dans un délai de 3 à 6 ans. Cela confirme notamment les conclusions de PASTOR et VERONESI (2018) qui ont déclaré que dans les sociétés démocratiques, les pays les plus inégalitaires étaient les plus enclins à céder à une réaction politique anti-globalisation, manifestée par le choix du protectionnisme des partis populistes.

Ensuite, nous avons trouvé que cet impact était particulièrement important sur la période 2004-2020 pour les pays d'Europe du Sud. Cela provient certainement du fait que le populisme augmente surtout après les crises, dont celle de 2008, à travers l'effet sur la hausse du taux de chômage (ALGAN, GURIEV, PAPAIOANNOU et PASSARI, 2017). Ainsi, alors que le chômage est passé en moyenne de 7% en 2007 à 11% en 2013 dans l'Union européenne, il a dépassé les 20% en Grèce et en Espagne. De plus, au sein des pays du Sud de l'Europe, certaines régions étaient encore plus sévèrement touchées avec notamment un taux de chômage qui oscillait autour des 30% dans le nord de la Grèce entre 2012 et 2014 et qui atteignait plus de 20% dans le sud de l'Italie entre 2012 et 2015. Ces populations ayant subi les plus lourdes conséquences de la crise, elles deviennent plus fragiles économiquement. Elles se sentent abandonnées et votent pour les partis populistes afin de réduire ces inégalités.

En revanche, cet impact est significativement plus faible et même négatif dans les pays d'Europe du Nord et de l'Est.

Cet impact plus faible des inégalités sur le populisme en Europe du Nord confirme les dires de ALGAN, BEASLEY, COHEN et FOUCAULT (2019) qui expliquent que la grande majorité des partis populistes en Scandinavie sont des partis populistes de droite, basés sur un discours raciste et anti-immigrés. Ces pays, du fait de leur solidité économique, en démontre le PIB réel par habitant supérieur de 67% à celui de l'Union Européenne au cours des 10 dernières années¹⁰, ressentent moins les effets de la crise économique. Ainsi, les électeurs des partis populistes là-bas restent davantage préoccupés par la question de l'immigration et de la défense de la culture nationale.

¹⁰ Eurostat, *PIB réel par habitant* [Base de données].

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_08_10/default/table?lang=fr

L'explication de l'impact plus faible des inégalités sur le populisme en Europe de l'Est est amenée par EICHENGREEN (2018) qui avance une raison historique. Alors que, suite à la percée populiste en Europe dans les années 1920-1930, de nombreux pays ont pris des initiatives pour réformer leurs systèmes électoraux comme la France avec l'instauration d'un deuxième tour à l'élection présidentielle, la longue période communiste a détourné l'Europe de l'Est des valeurs de respect des droits individuels et des minorités. On observe ainsi que leurs leaders populistes actuels perpétuent ce recours au nationalisme et au rejet prononcé des étrangers et des minorités. On peut donc déclarer que ce type de populisme est plus d'ordre culturel qu'économique.

Concernant l'inclusion financière, malheureusement, aucun lien significatif avec le populisme ne peut être établi avec certitude.

Limitations de l'étude et ouvertures

Il existe **deux limitations générales** à cette étude, une temporelle et une géographique.

Tout d'abord, la période de temps considérée était assez courte (33 ans pour l'impact des inégalités et 15 pour celui de l'inclusion financière), cela étant dû à l'absence de données dans un passé plus lointain.

La deuxième limitation porte sur la région géographique considérée. En effet, dans cette étude, nous nous sommes limités aux pays européens. Il serait judicieux de mener une étude comparative sur d'autres parties du globe comme en Amérique du Sud. Là-bas, le culte de la personnalité y est en effet plus fort, tout comme les inégalités (indice de Gini supérieur à 0,4 pour tous les pays d'Amérique latine en 2017¹¹) et il serait intéressant de constater d'éventuelles différences par rapport à l'Europe. De plus, là où le populisme de droite est prédominant en Europe, c'est le populisme de gauche qui l'est en Amérique du Sud. Cette différence est liée aux différents types de chocs de mondialisation subis (RODRIK, 2018).

Par rapport aux éléments intrinsèques de l'étude, **certains choix peuvent également être discutés.**

Premièrement, il y a le choix des partis populistes, qui peuvent légèrement varier en fonction des sources utilisées, la notion de populisme n'étant pas toujours identique entre les différents chercheurs.

Ensuite, il y a le regroupement des différents pays dans les 4 zones géographiques qui peut également être argumenté. En effet, nous nous sommes basés sur une source fiable (ONU) mais nous pouvons tout de même questionner la présence de certains pays dans certaines régions géographiques comme l'Irlande dans l'Europe du Nord ou encore l'absence de la région « Europe Centrale ».

¹¹ Statista, Income distribution inequality based on Gini coefficient in Latin America as of 2017, by country <https://www.statista.com/statistics/980285/income-distribution-gini-coefficient-latin-america-caribbean-country/>

Enfin, le score d'inclusion financière pourrait être encore meilleur si l'on intégrait une dimension d'abordabilité des services financiers qui reflèterait les coûts de transaction et la facilité de transaction tels que les frais annuels facturés aux clients pour leurs cartes et/ou comptes ou encore le montant minimal ou documents nécessaires pour ouvrir un compte. La difficulté d'intégrer cette dimension réside surtout dans la comparabilité des données entre pays.

Bibliographie

Ouvrages et articles

- AHAMED, MM., HO, SJ., MALLICK, S., et MATOUSEK, R. (2018), “Inclusive Banking, Financial Regulation and Bank Performance: Cross-Country Evidence”, *DECRG Kuala Lumpur Seminar Series. World Bank Kuala Lumpur*
- AHAMED, M.M., et MALLICK, S.K. (2019), “Is financial inclusion good for bank stability? International evidence”, *Journal of Economic Behavior & Organization*, 157, pp. 403-427
- AKAIKE, H. (1974), “A New Look at the Statistical Model Identification”, *IEEE Transactions on Automatic Control*, 19(6), pp. 716-723
- ALGAN, Y., BEASLEY, E., COHEN, D., et FOUCAULT, M. (2019), *Les origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, Seuil et La République des Idées, Paris
- ALGAN, Y., GURIEV, S., PAPAIOANNOU, E., et PASSARI, E. (2017), “The European Trust Crisis and the Rise of Populism”, *Brookings Papers on Economic Activity*, 48(2), pp. 309-400
- BERGH, A., et GUSTAFSSON, A. (2019), “Globalization and Populism in Europe”, *IFN Working Paper No. 1304*
- COLANTONE, I., et STANIG, P. (2018), “Global Competition and Brexit”, *American Political Science Review*, 112(2), pp. 201–218.
- DIPPEL, C., GOLD, R. et HEBLICH, S. (2015), “Globalization and its (dis-)content: Trade shocks and voting behavior”, *Technical Report 21812, National Bureau of Economic Research*
- DUBET, F. (2019), *Le temps des passions tristes. Inégalités et populisme*, Seuil et la République des Idées
- EICHENGREEN, B. (2018), “Populism, Ideology and Materialism”, *New Global Studies*, 12(3), pp. 367-375
- FERRER-I-CARBONELL, A. et RAMOS, X. (2014), “Inequality and happiness”, *Journal of Economic Surveys*, 28(5), pp. 1016-1027
- GODIN, C. (2012), « Qu’est-ce que le populisme ? », *Cités*, 49, pp. 11-25
- HERMET, G. (2018), “Narodniki, boulangisme, People’s Party : trois populismes fondateurs du XIX^e siècle”, *Le retour des populismes*, pp. 23-30

- INGLEHART, R. (1997), *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*, Princeton University Press, Princeton
- INGLEHART, R., et NORRIS, P. (2016), “Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash”, *HKS Faculty Research Working Paper Series No. RWP16-026*
- MARTINACHE, I. (2017), “Les inégalités font-elles le lit du populisme ?”, *Idées économiques et sociales*, 188, pp. 14-25
- MUDDE, C. (2004), “The Populist Zeitgeist”, *Government and Opposition*, 39(4), pp. 541-563
- PASTOR, L., et VERONESI, P. (2018), “Inequality Aversion, Populism, and the Backlash Against Globalization”, *NBER Working Paper Series*
- REYNIÉ, D. (2017), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l’innovation politique*, Plon
- RODRIK, D. (2018), “Populism and the economics of globalization”, *Journal of International Business Policy*, 1(1-2), pp. 12-33
- SAMPSON, T. (2017), “Brexit: The Economics of International Disintegration”, *Journal of Economic Perspectives*, 31(4), pp. 163-84
- THUROW, L. (1971), “The income Distribution as a Pure Public Good”, *The Quarterly Journal of Economics*, 85(2), pp. 327-336
- VAN DURME, C. (2019), “Les réseaux sociaux ont-ils livré la démocratie au populisme ?”, *La Chronique de la Ligue des Droits Humains asbl*, 188, pp. 7-10
- VIARD, J. (2019), *L’implosion démocratique*, L’Aube, Paris
- WELZEL, C. (2013), *Freedom Rising. Human Empowerment and the Quest for Emancipation*, Cambridge University Press, Cambridge
- WILKINSON, R., et PICKETT, K. (2009), *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, Penguin, Londres
- WILKINSON, R., et PICKETT, K. (2018), *The Inner Level: How More Equal Societies Reduce Stress, Restore Sanity and Improve Everyone’s Well-Being*, Penguin, Londres
- WOOLDRIDGE, J. (2018), *Introduction à l’économétrie. Une approche moderne [2^{ème} édition]*, traduit de l’anglais par ANDRE, P., BEINE, M., BERAU, S., DE LA RUPELLE, M., DURRE, A., GNABO, J-Y., HEUCHENNE, C., LETURCQ, M., et PETITJEAN, M., De Boeck Supérieur, Paris/Bruxelles

Articles de presse

- CAMUS, J-Y. (2018), “Populisme de droite et populisme de gauche, même combat ?”, Le Vif, consulté le 03/04/2020
<https://www.levif.be/actualite/europe/populisme-de-droite-et-populisme-de-gauche-meme-combat/article-analyse-936321.html>
- PAPY, G. (2017), “Mais quel est donc ce populisme que l'on nous sert à toutes les sauces ?”, Le Vif, consulté le 03/04/2020
<https://www.levif.be/actualite/international/mais-quel-est-donc-ce-populisme-que-l-on-nous-sert-a-toutes-les-sauces/article-opinion-633389.html>

Sites internet

- ALLIANCE POUR L'INCLUSION FINANCIERE (2011), “Mesurer l'Inclusion Financière : Les Indicateurs Fondamentaux de l'Inclusion Financière”, en ligne: <https://www.afi-global.org/publications/604/Mesurer-l'Inclusion-Financiere-Les-Indicateurs-Fondamentaux-de-l'Inclusion-Financiere>, consulté le 10/06/2020
- ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA, “Narodnik. Russian social movement”, en ligne: <https://www.britannica.com/event/Narodnik>, consulté le 15/08/2020
- RAYNAUD, P. (2020), “Les origines du populisme”, Vie-publique.fr, en ligne: <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271075-les-origines-du-populisme-par-philippe-raynaud>, consulté le 31/03/2020

Annexes

Table des annexes

Annexe 1 : Données	63
Annexe 1.1 : Liste des partis populistes (en anglais) depuis 1989.....	63
Annexe 1.2 : Pourcentage de votes pour des partis populistes lors d'élections nationales (1986-2020).....	67
Annexe 1.3 : Pourcentage de votes pour les partis populistes par intervalle de 3 ans	69
Annexe 1.4 : Corrélations entre les tables LIS et Eurostat concernant l'indice de Gini (France et Luxembourg)	70
Annexe 1.5 : Coefficients de Gini par pays et par intervalle (1986-2018)	71
Annexe 1.6 : Valeurs des indicateurs d'inclusion financière (2004-2018)	72
Annexe 1.7 : Score global d'inclusion financière par pays et par intervalle (2004-2018).....	74
Annexe 1.8 : Résumé des données	76
Annexe 2 : Corrélations	79
Annexe 2.1 : Corrélations générales.....	79
Annexe 2.2 : Corrélations liées à l'Europe de l'Ouest	79
Annexe 2.3 : Corrélations liées à l'Europe du Nord	79
Annexe 2.4 : Corrélations liées à l'Europe de l'Est	80
Annexe 2.5 : Corrélations liées à l'Europe du Sud	80
Annexe 3 : Régressions économétriques	81
Annexe 3.1 : Validation du modèle à effets fixes (F test).....	81
Annexe 3.2 : Détermination du nombre de retards (critère d'Akaike).....	82
Annexe 3.3 : Typologie des différents modèles à estimer	85
Annexe 3.4 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (1986-2020) : régressions absolues	86
Annexe 3.5 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (1986-2020) : régressions avec variables d'interaction	90
Annexe 3.6 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière (2004-2020) : régressions absolues.....	93
Annexe 3.7 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière (2004-2020) : régressions avec variables d'interaction	97
Annexe 3.8 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (2004-2020) : régressions absolues	100
Annexe 3.9 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (2004-2020) : régressions avec variables d'interaction	104
Annexe 3.10 : Evaluation de la qualité des modèles (R^2 ajustés)	107

Annexe 1 : Données

Annexe 1.1 : Liste des partis populistes (en anglais) depuis 1989

Austria	Freedom Party of Austria (FPÖ)	Alliance for the Future of Austria (BZÖ)	Hans-Peter Martin's List (Martin)	Team Stronach (TS)				
Belgium	Flemish Interest (VB)	National Front (FN)	List Dedecker Libertarian, Direct, Democratic (LD LDD)	People's Party (Pp)				
Czech Republic	Action of Dissatisfied Citizens (ANO)	Freedom and Direct Democracy - Tomio Okamura (SPD)	Rally for the Republic - Republican Party of Czechoslovakia (SPR-RSC)	Sovereignty -- Jana Bobosikova Bloc (S-JB)	Dawn of Direct Democracy (UPD)	Public affairs (VV)		
Denmark	Danish People's Party (DF)	The New Right (NB)	Progress Party (FrP)					
Finland	Finns Party True Finns (SP P)	New Alternative Blue Reform (UV SIN)						
France	Republic Arise France Arise (DLR DLF)	National Front / Rally (FN/RN)	France Unbowed (FI)					

Germany	Alternative for Germany (AfD)	PDS The Left (PDS Li)						
Greece	Greek Solution (EL)	European Realistic Disobedience Front [MeRa25] (MR25)	Syriza - The Coalition of the Radical Left (SYRIZA)	Independent Greeks (ANEL)	Democratic Social Movement (DIKKI)	Popular Orthodox Rally (LAOS)	Political Spring (POLAN)	Synaspismos - The Coalition of the Left (SYN)
Hungary	Fidesz - Hungarian Civic Alliance (Fi-MPSz)	Jobbik, the Movement for a Better Hungary (Jobbik)	Fidesz -- Hungarian Civic Party / Christian Democratic People's Party (Fi+KDNP)	Hungarian Justice and Life Party (MIÉP)	Our Homeland Movement (MHM)			
Ireland	Sinn Féin (SF)							
Italy	Forza Italia -- The People of Freedom (FI-PdL)	Brothers of Italy -- National Centre-right (FdI-CN)	(Northern) League (LN)	Five Star Movement (M5S)	Southern Action League (LAM)	Venetian League (LV)		
Luxembourg	Alternative Democratic Reform Party (ADR)							

Netherlands	Forum for Democracy (FvD)	Party for Freedom (PVV)	Socialist Party (SP)	Centre Democrats (CD)	Livable Netherlands (LN)	Fortuyn List (LPF)		
Norway	Progress Party (FrP)	Coastal Party (Kp)						
Poland	Kukiz'15 (K)	Law and Justice (PiS)	League of Polish Families (LPR)	Party X (X)	Self-Defense of the Republic Poland (SRP)			
Slovakia	Ordinary People and Independent Personalities (OLaNO)	Slovak National Party (SNS)	We are family (SR)	Direction - Social Democracy (Smer)	Alliance of the New Citizen (ANO)	Real Slovak National Party (PSNS)	Party of Civic Understanding (SOP)	Association of Workers of Slovakia (ZRS)
Slovenia	The Left (L)	List of Marjan Sarec (LMS)	Slovenian Democratic Party (SDS)	Slovenian National Party (SNS)	United Left (ZdLe)			
Spain	In Common We Can (ECP)	Podemos (P)	Voice (Vox)	In Tide (EM)				
Sweden	Sweden Democrats (SD)	New Democracy (NyD)						
Switzerland	Federal Democratic Union of	Ticino League (LdT)	Swiss People's Party (SVP-UDC)	Automobile Party Freedom Party	Geneva Citizens'			

	Switzerland (EDU-UDF)			of Switzerland (FPS)	Movement (MCR)			
United Kingdom	Sinn Fein (SF)	Respect -- The Unity Coalition (R)	United Kingdom Independence Party (UKIP)					

Source : Auteur

Annexe 1.2 : Pourcentage de votes pour des partis populistes lors d'élections nationales (1986-2020)

Autriche	1986	1990	1994	1995	1999	2002	2006	2008	2013	2017	2019			
	9,70%	16,60%	22,50%	21,90%	26,90%	10,01%	17,90%	28,24%	29,70%	26,00%	16,20%			
Belgique	1987	1991	1995	1999	2003	2007	2010	2014	2019					
	1,90%	7,60%	10,11%	11,32%	13,57%	18,03%	11,36%	5,19%	13,06%					
République tchèque	1990	1992	1996	1998	2002	2006	2010	2013	2017					
	1%	5,98%	8,01%	3,90%	0%	0%	14,55%	25,53%	40,28%					
Danemark	1987	1988	1990	1994	1998	2001	2005	2007	2011	2015	2019			
	4,80%	9%	6,40%	6,40%	9,80%	13%	13,30%	13,90%	12,17%	20,58%	11,10%			
Finlande	1987	1991	1995	1999	2003	2007	2011	2015	2019					
	6,30%	4,80%	1,30%	1%	1,60%	4,10%	19,10%	17,65%	18,47%					
France	1986	1988	1993	1997	2002	2007	2012	2017						
	9,80%	9,80%	12,40%	14,95%	11,34%	4,29%	13,60%	25,40%						
Allemagne	1987	1990	1994	1998	2002	2005	2009	2013	2017					
	0%	2,40%	4,40%	5,10%	4%	8,70%	11,90%	13,30%	21,80%					
Grèce	1989	1989 bis	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	2012	2012 bis	2015	2015 bis	2019
	13,10%	11%	10,30%	7,80%	12,49%	5,89%	7,24%	8,84%	10,23%	30,30%	35,98%	42,12%	39,15%	38,67%
Hongrie	1990	1994	1998	2002	2006	2010	2014	2018						
	9%	8,60%	35%	45,44%	44,20%	69,40%	65,09%	68,34%						
Irlande	1987	1989	1992	1997	2002	2007	2011	2016	2020					
	1,85%	1,21%	1,61%	2,55%	6,51%	6,94%	9,94%	13,85%	24,53%					
Italie	1987	1992	1994	1996	2001	2006	2008	2013	2018					
	0,77%	9,09%	34,49%	29,81%	33,37%	28,11%	46,52%	53,94%	69,07%					
Luxembourg	1989	1994	1999	2004	2009	2013	2018							
	7,29%	8,16%	10,36%	9,04%	8,13%	6,64%	8,02%							
Pays-Bas	1986	1989	1994	1998	2002	2003	2006	2010	2012	2017				
	0%	1,36%	3,78%	4,14%	24,51%	12,02%	22,47%	25,27%	19,73%	24%				
Norvège	1989	1993	1997	2001	2005	2009	2013	2017						
	13%	6,30%	15,70%	16,40%	22,10%	22,90%	16,30%	15,20%						

Pologne	1989	1991	1993	1997	2001	2005	2007	2011	2015	2019		
	0%	0,50%	5,48%	0%	27,60%	46,40%	34,94%	29,89%	46,39%	43,59%		
Slovaquie	1990	1992	1994	1998	2002	2006	2010	2012	2016	2020		
	13,94%	7,93%	12,75%	18,38%	28,44%	42,29%	39,86%	58,73%	54,58%	54,71%		
Slovénie	1990	1992	1996	2000	2004	2008	2011	2014	2018			
	7,40%	13,36%	19,35%	20,20%	35,35%	34,66%	27,99%	28,88%	51,02%			
Espagne	1986	1989	1993	1996	2000	2004	2008	2011	2015	2016	2019	2019 bis
	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	17,99%	18,36%	24,58%	27,94%
Suède	1988	1991	1994	1998	2002	2006	2010	2014	2018			
	0%	6,70%	1,20%	0%	1,44%	2,90%	5,70%	12,86%	17,53%			
Suisse	1987	1991	1995	1999	2003	2007	2011	2015	2019			
	14,51%	19,40%	21,10%	25,55%	28,60%	30,08%	29,07%	31,90%	27,56%			
Royaume-Uni	1987	1992	1997	2001	2005	2010	2015	2017	2019			
	0,26%	0%	0,41%	2,20%	3,10%	3,70%	13,22%	2,50%	0,57%			

Source : Auteur

Annexe 1.3 : Pourcentage de votes pour les partis populistes par intervalle de 3 ans

	1986-1988	1989-1991	1992-1994	1995-1997	1998-2000	2001-2003	2004-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016-2018	2019-2020
Autriche	9,70%	16,60%	22,50%	21,90%	26,90%	10,01%	17,90%	28,24%		29,70%	26,00%	16,20%
Belgique	1,90%	7,60%		10,11%	11,32%	13,57%		18,03%	11,36%	5,19%		13,06%
République tchèque		1,00%	5,98%	8,01%	3,90%	0,00%	0,00%		14,55%	25,53%	40,28%	
Danemark	6,90%	6,40%	6,40%		9,80%	13,00%	13,30%	13,90%	12,17%	20,58%		11,10%
Finlande	6,30%	4,80%		1,30%	1,00%	1,60%		4,10%	19,10%	17,65%		18,47%
France	9,80%		12,40%	14,95%		11,34%		4,29%	13,60%		25,40%	
Allemagne	0,00%	2,40%	4,40%		5,10%	4,00%	8,70%	11,90%		13,30%	21,80%	
Grèce		11,47%	7,80%	12,49%	5,89%		7,24%	9,54%	33,14%	40,64%		38,67%
Hongrie		9,00%	8,60%		35,00%	45,44%	44,20%		69,40%	65,09%	68,34%	
Irlande	1,85%	1,21%	1,61%	2,55%		6,51%		6,94%	9,94%		13,85%	24,53%
Italie	0,77%		21,79%	29,81%		33,37%	28,11%	46,52%		53,94%	69,07%	
Luxembourg		7,29%	8,16%		10,36%		9,04%	8,13%		6,64%	8,02%	
Pays-Bas	0,00%	1,36%	3,78%		4,14%	18,27%	22,47%		22,50%		24,00%	
Norvège		13,00%	6,30%	15,70%		16,40%	22,10%	22,90%		16,30%	15,20%	
Pologne		0,25%	5,48%	0,00%		27,60%	46,40%	34,94%	29,89%	46,39%		43,59%
Slovaquie		13,94%	10,34%		18,38%	28,44%	42,29%		49,30%		54,58%	54,71%
Slovénie		7,40%	13,36%	19,35%	20,20%		35,35%	34,66%	27,99%	28,88%	51,02%	
Espagne	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%		0,00%	0,00%	0,00%	17,99%	18,36%	26,26%
Suède	0,00%	6,70%	1,20%		0,00%	1,44%	2,90%		5,70%	12,86%	17,53%	
Suisse	14,51%	19,40%		21,10%	25,55%	28,60%		30,08%	29,07%	31,90%		27,56%
Royaume-Uni	0,26%		0,00%	0,41%		2,20%	3,10%		3,70%	13,22%	2,50%	0,57%

Source : Auteur

Annexe 1.4 : Corrélations entre les tables LIS et Eurostat concernant l'indice de Gini (France et Luxembourg)

Corr (France_LIS, France_Eurostat) = 0,95415929

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(1) = 3,18798$, avec une p. critique bilatérale 0,1935

Corr (Luxembourg_LIS, Luxembourg_Eurostat) = 0,93756922

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(4) = 5,39145$, avec une p. critique bilatérale 0,0057

Source : Auteur

Annexe 1.5 : Coefficients de Gini par pays et par intervalle (1986-2018)

	1986-1988	1989-1991	1992-1994	1995-1997	1998-2000	2001-2003	2004-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016-2018
Autriche	0,227	0,2535	0,28	0,2715	0,257	0,263	0,269	0,284	0,279	0,279	0,281
Belgique	0,232	0,227	0,222	0,258	0,279	0,274	0,269	0,271	0,262	0,264	0,263
République tchèque			0,205	0,256	0,2555	0,255	0,266	0,251	0,256	0,258	0,252
Danemark	0,255	0,2465	0,238	0,218	0,225	0,2265	0,228	0,238	0,248	0,249	0,254
Finlande	0,207	0,209	0,2125	0,216	0,252	0,2545	0,257	0,264	0,261	0,259	0,258
France	0,3125	0,287	0,288	0,283	0,278	0,279	0,28	0,2845	0,289	0,295	0,2887
Allemagne	0,252	0,2625	0,262	0,258	0,2565	0,2697	0,2827	0,2857	0,2853	0,2903	0,296
Grèce				0,349	0,333	0,33	0,327	0,319	0,324	0,332	0,319
Hongrie		0,288	0,324	0,307	0,29	0,288	0,286	0,27	0,288	0,268	
Irlande	0,328	0,3305	0,333	0,3305	0,313	0,317	0,321	0,297	0,294		
Italie	0,319	0,2975	0,339	0,336	0,334	0,3285	0,329	0,319	0,32	0,319	0,324
Luxembourg	0,2375	0,239	0,235	0,261	0,262	0,2655	0,269	0,276	0,271	0,283	0,317
Pays-Bas	0,236	0,266	0,257	0,244	0,231	0,2485	0,266	0,274	0,257	0,264	
Norvège	0,234	0,231	0,235	0,239	0,25	0,253	0,256	0,244	0,243	0,248	
Pologne	0,271	0,2665	0,262	0,318	0,286	0,3005	0,315	0,31	0,31	0,316	0,288
Slovaquie			0,189	0,25			0,269	0,248	0,262	0,268	
Slovénie				0,229	0,232	0,2315	0,231	0,23	0,2615	0,263	
Espagne	0,307	0,3	0,3265	0,353	0,336	0,326	0,316	0,307	0,333	0,343	0,339
Suède	0,212	0,2205	0,229	0,221	0,252	0,2445	0,237				
Suisse			0,307	0,2935	0,28	0,273	0,268	0,311	0,294	0,295	
Royaume-Uni	0,303	0,336	0,339	0,344	0,346	0,345	0,344	0,339	0,334	0,33	0,337

Source : Auteur

Annexe 1.6 : Valeurs des indicateurs d'inclusion financière (2004-2018)

Pays	Intervalle	Accès aux services financiers				Utilisation Nombre de cartes par adulte (15 ans et plus)
		Pénétration démographique		Pénétration géographique		
		Nombre d'agences bancaires pour 100 000 adultes	Nombre de distributeurs automatiques pour 100 000 adultes	Nombre d'agences bancaires pour 1000 km2	Nombre de distributeurs automatiques pour 1000 km2	
Autriche	2004-2006	13,45	110,43	11,25	92,38	1,30
	2007-2009	12,41	110,37	10,60	94,29	1,44
	2010-2012	14,13	114,12	12,29	99,17	1,61
	2013-2015	14,73	162,32	13,09	144,60	1,87
	2016-2018	12,20	165,48	11,16	151,49	2,05
Belgique	2004-2006	54,85	83,53	157,29	239,55	1,85
	2007-2009	49,73	87,23	146,00	256,18	2,08
	2010-2012	43,69	93,10	132,02	281,38	2,19
	2013-2015	39,95	91,48	122,85	281,30	2,35
	2016-2018	35,69	87,90	110,96	273,35	2,50
République tchèque	2004-2006	21,42	34,59	24,14	38,99	0,86
	2007-2009	22,38	38,75	25,76	44,60	1,05
	2010-2012	23,25	43,72	27,04	50,85	1,10
	2013-2015	24,07	49,85	27,92	57,82	1,24
	2016-2018	21,63	55,12	25,12	64,01	1,36
Danemark	2004-2006	50,27	68,35	52,20	70,99	1,10
	2007-2009	49,37	68,10	52,17	71,98	1,41
	2010-2012	37,89	60,96	41,01	66,02	1,77
	2013-2015	27,50	53,98	30,66	60,20	1,93
	2016-2018	21,86	49,28	25,05	56,47	1,87
Finlande	2004-2006	14,84	38,27	2,12	5,49	1,44
	2007-2009	15,71	37,44	2,28	5,44	1,57
	2010-2012	14,73	36,34	2,18	5,38	1,72
	2013-2015	10,27	35,30	1,54	5,30	1,92
	2016-2018	3,34	33,03	0,51	5,00	2,15
France	2004-2006	29,80	90,13	28,10	84,84	1,54
	2007-2009	43,77	101,81	41,98	97,66	1,94
	2010-2012	40,62	108,12	39,55	105,29	1,88
	2013-2015	38,04	107,97	37,63	106,79	1,82
	2016-2018	35,98	101,66	36,01	101,75	1,74
Allemagne	2004-2006	19,40	107,05	39,25	217,27	1,65
	2007-2009	16,17	109,74	32,80	222,65	1,91
	2010-2012	15,25	118,76	30,60	238,31	2,01
	2013-2015	14,50	121,28	29,26	244,81	2,10
	2016-2018	12,50	119,16	25,70	244,57	2,20
Grèce	2004-2006	35,89	69,00	25,99	50,05	1,50
	2007-2009	41,71	79,18	30,47	57,84	1,70
	2010-2012	39,53	75,38	28,94	55,18	1,57
	2013-2015	29,17	60,08	21,05	43,34	1,50
	2016-2018	22,79	61,06	16,30	43,69	1,81
Hongrie	2004-2006	14,92	41,63	14,18	39,57	0,87
	2007-2009	17,66	53,45	16,73	50,62	1,02
	2010-2012	16,43	56,96	15,42	53,46	1,05
	2013-2015	15,35	57,40	14,30	53,50	1,06
	2016-2018	14,51	60,28	13,44	55,85	1,09

Irlande	2004-2006	34,59	89,48	16,70	43,21	2,34
	2007-2009	33,50	93,96	17,32	48,58	2,04
	2010-2012	26,45	87,67	13,89	46,05	1,84
	2013-2015	22,12	91,70	11,73	48,65	1,93
	2016-2018	20,96	86,45	11,46	47,24	2,15
Italie	2004-2006	56,95	76,51	96,35	129,45	1,29
	2007-2009	60,45	97,80	103,81	168,01	1,54
	2010-2012	57,59	100,24	100,04	174,11	1,67
	2013-2015	51,29	93,68	91,05	166,34	1,88
	2016-2018	44,40	92,55	79,02	164,72	2,04
Luxembourg	2004-2006	105,65	106,39	164,61	165,84	2,35
	2007-2009	94,35	106,78	155,56	176,13	2,52
	2010-2012	85,85	104,12	151,30	183,54	3,92
	2013-2015	79,36	103,80	151,44	198,35	4,51
	2016-2018	71,89	114,73	147,05	234,98	5,21
Pays-Bas	2004-2006	29,79	58,65	117,58	231,53	2,28
	2007-2009	27,15	63,44	108,64	253,89	2,29
	2010-2012	21,32	56,28	87,18	230,18	2,20
	2013-2015	15,38	52,09	63,95	216,70	2,26
	2016-2018	11,78	44,43	50,06	188,76	2,27
Pologne	2004-2006	26,94	28,04	27,98	29,13	0,65
	2007-2009	31,80	42,60	33,41	44,76	0,93
	2010-2012	32,91	53,67	34,70	56,59	1,00
	2013-2015	32,36	63,43	34,18	67,00	1,09
	2016-2018	29,99	71,69	31,68	75,72	1,21
Slovaquie	2004-2006	25,74	41,40	23,91	38,45	0,88
	2007-2009	26,73	49,25	25,19	46,40	1,11
	2010-2012	26,30	52,84	25,02	50,27	1,10
	2013-2015	27,72	58,22	26,48	55,62	1,14
	2016-2018	26,93	60,89	25,78	58,29	1,27
Slovénie	2004-2006	40,26	85,26	34,39	72,84	1,77
	2007-2009	39,75	98,56	34,44	85,38	1,92
	2010-2012	38,54	103,13	33,69	90,14	1,92
	2013-2015	32,50	97,60	28,42	85,35	1,86
	2016-2018	29,39	92,99	25,63	81,12	1,96
Espagne	2004-2006	99,51	148,83	74,59	111,56	1,88
	2007-2009	102,34	155,15	80,41	121,91	2,00
	2010-2012	89,23	143,98	71,05	114,65	1,79
	2013-2015	70,25	122,02	55,62	96,61	1,75
	2016-2018	58,51	111,14	46,56	88,44	2,00
Suède	2004-2006	23,63	37,24	4,29	6,77	1,72
	2007-2009	23,50	41,89	4,39	7,83	2,52
	2010-2012	22,00	43,68	4,24	8,41	2,64
	2013-2015	20,66	40,42	4,08	7,98	2,86
	2016-2018	16,21	33,39	3,30	6,76	2,48
Royaume-Uni	2004-2006	27,92	119,30	57,17	245,43	3,33
	2007-2009	25,95	124,20	54,57	261,21	3,25
	2010-2012	23,62	123,79	50,89	266,80	3,19
	2013-2015	25,14	129,77	54,95	285,82	3,32
	2016-2018	25,14	124,43	54,95	279,46	3,22

Source : Auteur

Annexe 1.7 : Score global d'inclusion financière par pays et par intervalle (2004-2018)

Pays	Intervalle	Score d'inclusion financière
Autriche	2004-2006	0,1621
	2007-2009	0,1808
	2010-2012	0,2156
	2013-2015	0,3183
	2016-2018	0,3439
Belgique	2004-2006	0,4719
	2007-2009	0,4969
	2010-2012	0,5069
	2013-2015	0,5152
	2016-2018	0,5129
République tchèque	2004-2006	0,0282
	2007-2009	0,0655
	2010-2012	0,0818
	2013-2015	0,1125
	2016-2018	0,1319
Danemark	2004-2006	0,1766
	2007-2009	0,2215
	2010-2012	0,2369
	2013-2015	0,2256
	2016-2018	0,1977
Finlande	2004-2006	0,0727
	2007-2009	0,0917
	2010-2012	0,1103
	2013-2015	0,1311
	2016-2018	0,1503
France	2004-2006	0,2144
	2007-2009	0,3227
	2010-2012	0,3148
	2013-2015	0,3018
	2016-2018	0,2769
Allemagne	2004-2006	0,2950
	2007-2009	0,3264
	2010-2012	0,3525
	2013-2015	0,3678
	2016-2018	0,3739
Grèce	2004-2006	0,1814
	2007-2009	0,2360
	2010-2012	0,2082
	2013-2015	0,1552
	2016-2018	0,1873
Hongrie	2004-2006	0,0180
	2007-2009	0,0628
	2010-2012	0,0684
	2013-2015	0,0667
	2016-2018	0,0734

Irlande	2004-2006	0,3093
	2007-2009	0,2714
	2010-2012	0,2214
	2013-2015	0,2306
	2016-2018	0,2548
Italie	2004-2006	0,2868
	2007-2009	0,3712
	2010-2012	0,3859
	2013-2015	0,3895
	2016-2018	0,3898
Luxembourg	2004-2006	0,6181
	2007-2009	0,6225
	2010-2012	0,8078
	2013-2015	0,8896
	2016-2018	1,0000
Pays-Bas	2004-2006	0,4327
	2007-2009	0,4355
	2010-2012	0,3790
	2013-2015	0,3470
	2016-2018	0,3116
Pologne	2004-2006	0,0000
	2007-2009	0,0732
	2010-2012	0,1018
	2013-2015	0,1265
	2016-2018	0,1490
Slovaquie	2004-2006	0,0438
	2007-2009	0,0907
	2010-2012	0,0942
	2013-2015	0,1098
	2016-2018	0,1310
Slovénie	2004-2006	0,2593
	2007-2009	0,2980
	2010-2012	0,3013
	2013-2015	0,2723
	2016-2018	0,2729
Espagne	2004-2006	0,4764
	2007-2009	0,5132
	2010-2012	0,4413
	2013-2015	0,3657
	2016-2018	0,3619
Suède	2004-2006	0,1274
	2007-2009	0,2472
	2010-2012	0,2647
	2013-2015	0,2908
	2016-2018	0,2213
Royaume-Uni	2004-2006	0,5901
	2007-2009	0,5844
	2010-2012	0,5705
	2013-2015	0,6080
	2016-2018	0,5868

Source : Auteur

Annexe 1.8 : Résumé des données

Pays	Période	Populisme (%age de votes)	Inégalités de revenu (Gini)	Inclusion financière (score)
Autriche	1986-1988	9,70%	0,227	
	1989-1991	16,60%	0,2535	
	1992-1994	22,50%	0,28	
	1995-1997	21,90%	0,2715	
	1998-2000	26,90%	0,257	
	2001-2003	10,01%	0,263	
	2004-2006	17,90%	0,269	0,1621
	2007-2009	28,24%	0,284	0,1808
	2010-2012		0,279	0,2156
	2013-2015	29,70%	0,279	0,3183
	2016-2018	26,00%	0,281	0,3439
2019-2020	16,20%			
Belgique	1986-1988	1,90%	0,232	
	1989-1991	7,60%	0,227	
	1992-1994		0,222	
	1995-1997	10,11%	0,258	
	1998-2000	11,32%	0,279	
	2001-2003	13,57%	0,274	
	2004-2006		0,269	0,4719
	2007-2009	18,03%	0,271	0,4969
	2010-2012	11,36%	0,262	0,5069
	2013-2015	5,19%	0,264	0,5152
	2016-2018		0,263	0,5129
2019-2020	13,06%			
République tchèque	1986-1988			
	1989-1991	1,00%		
	1992-1994	5,98%	0,205	
	1995-1997	8,01%	0,256	
	1998-2000	3,90%	0,2555	
	2001-2003	0,00%	0,255	
	2004-2006	0,00%	0,266	0,0282
	2007-2009		0,251	0,0655
	2010-2012	14,55%	0,256	0,0818
	2013-2015	25,53%	0,258	0,1125
	2016-2018	40,28%	0,252	0,1319
2019-2020				
Danemark	1986-1988	6,90%	0,255	
	1989-1991	6,40%	0,2465	
	1992-1994	6,40%	0,238	
	1995-1997		0,218	
	1998-2000	9,80%	0,225	
	2001-2003	13,00%	0,2265	
	2004-2006	13,30%	0,228	0,1766
	2007-2009	13,90%	0,238	0,2215
	2010-2012	12,17%	0,248	0,2369
	2013-2015	20,58%	0,249	0,2256
	2016-2018		0,254	0,1977
2019-2020	11,10%			
Finlande	1986-1988	6,30%	0,207	
	1989-1991	4,80%	0,209	
	1992-1994		0,2125	
	1995-1997	1,30%	0,216	
	1998-2000	1,00%	0,252	
	2001-2003	1,60%	0,2545	
	2004-2006		0,257	0,0727
	2007-2009	4,10%	0,264	0,0917
	2010-2012	19,10%	0,261	0,1103
	2013-2015	17,65%	0,259	0,1311
	2016-2018		0,258	0,1503
2019-2020	18,47%			
France	1986-1988	9,80%	0,3125	
	1989-1991		0,287	
	1992-1994	12,40%	0,288	
	1995-1997	14,95%	0,283	
	1998-2000		0,278	
	2001-2003	11,34%	0,279	
	2004-2006		0,28	0,2144
	2007-2009	4,29%	0,2845	0,3227
	2010-2012	13,60%	0,289	0,3148
	2013-2015		0,295	0,3018
	2016-2018	25,40%	0,2887	0,2769
2019-2020				
Allemagne	1986-1988	0,00%	0,252	
	1989-1991	2,40%	0,2625	
	1992-1994	4,40%	0,262	
	1995-1997		0,258	
	1998-2000	5,10%	0,2565	
	2001-2003	4,00%	0,2697	
	2004-2006	8,70%	0,2827	0,2950
	2007-2009	11,90%	0,2857	0,3264
	2010-2012		0,2853	0,3525
	2013-2015	13,30%	0,2903	0,3678
	2016-2018	21,80%	0,296	0,3739
2019-2020				

Grèce	1986-1988			
	1989-1991	11,47%		
	1992-1994	7,80%		
	1995-1997	12,49%	0,349	
	1998-2000	5,89%	0,333	
	2001-2003		0,33	
	2004-2006	7,24%	0,327	0,1814
	2007-2009	9,54%	0,319	0,2360
	2010-2012	33,14%	0,324	0,2082
	2013-2015	40,64%	0,332	0,1552
	2016-2018		0,319	0,1873
2019-2020	38,67%			
Hongrie	1986-1988			
	1989-1991	9,00%	0,288	
	1992-1994	8,60%	0,324	
	1995-1997		0,307	
	1998-2000	35,00%	0,29	
	2001-2003	45,44%	0,288	
	2004-2006	44,20%	0,286	0,0180
	2007-2009		0,27	0,0628
	2010-2012	69,40%	0,288	0,0684
	2013-2015	65,09%	0,268	0,0667
	2016-2018	68,34%		0,0734
2019-2020				
Irlande	1986-1988	1,85%	0,328	
	1989-1991	1,21%	0,3305	
	1992-1994	1,61%	0,333	
	1995-1997	2,55%	0,3305	
	1998-2000		0,313	
	2001-2003	6,51%	0,317	
	2004-2006		0,321	0,3093
	2007-2009	6,94%	0,297	0,2714
	2010-2012	9,94%	0,294	0,2214
	2013-2015			0,2306
	2016-2018	13,85%		0,2548
2019-2020	24,53%			
Italie	1986-1988	0,77%	0,319	
	1989-1991		0,2975	
	1992-1994	21,79%	0,339	
	1995-1997	29,81%	0,336	
	1998-2000		0,334	
	2001-2003	33,37%	0,3285	
	2004-2006	28,11%	0,329	0,2868
	2007-2009	46,52%	0,319	0,3712
	2010-2012		0,32	0,3859
	2013-2015	53,94%	0,319	0,3895
	2016-2018	69,07%	0,324	0,3898
2019-2020				
Luxembourg	1986-1988		0,2375	
	1989-1991	7,29%	0,239	
	1992-1994	8,16%	0,235	
	1995-1997		0,261	
	1998-2000	10,36%	0,262	
	2001-2003		0,2655	
	2004-2006	9,04%	0,269	0,6181
	2007-2009	8,13%	0,276	0,6225
	2010-2012		0,271	0,8078
	2013-2015	6,64%	0,283	0,8896
	2016-2018	8,02%	0,317	1,0000
2019-2020				
Pays-Bas	1986-1988	0,00%	0,236	
	1989-1991	1,36%	0,266	
	1992-1994	3,78%	0,257	
	1995-1997		0,244	
	1998-2000	4,14%	0,231	
	2001-2003	18,27%	0,2485	
	2004-2006	22,47%	0,266	0,4327
	2007-2009		0,274	0,4355
	2010-2012	22,50%	0,257	0,3790
	2013-2015		0,264	0,3470
	2016-2018	24,00%		0,3116
2019-2020				
Norvège	1986-1988		0,234	
	1989-1991	13,00%	0,231	
	1992-1994	6,30%	0,235	
	1995-1997	15,70%	0,239	
	1998-2000		0,25	
	2001-2003	16,40%	0,253	
	2004-2006	22,10%	0,256	
	2007-2009	22,90%	0,244	
	2010-2012		0,243	
	2013-2015	16,30%	0,248	
	2016-2018	15,20%		
2019-2020				

Pologne	1986-1988		0,271	
	1989-1991	0,25%	0,2665	
	1992-1994	5,48%	0,262	
	1995-1997	0,00%	0,318	
	1998-2000		0,286	
	2001-2003	27,60%	0,3005	
	2004-2006	46,40%	0,315	0,0000
	2007-2009	34,94%	0,31	0,0732
	2010-2012	29,89%	0,31	0,1018
	2013-2015	46,39%	0,316	0,1265
	2016-2018		0,288	0,1490
2019-2020	43,59%			
Slovaquie	1986-1988			
	1989-1991	13,94%		
	1992-1994	10,34%	0,189	
	1995-1997		0,25	
	1998-2000	18,38%		
	2001-2003	28,44%		
	2004-2006	42,29%	0,269	0,0438
	2007-2009		0,248	0,0907
	2010-2012	49,30%	0,262	0,0942
	2013-2015		0,268	0,1098
	2016-2018	54,58%		0,1310
2019-2020	54,71%			
Slovénie	1986-1988			
	1989-1991	7,40%		
	1992-1994	13,36%		
	1995-1997	19,35%	0,229	
	1998-2000	20,20%	0,232	
	2001-2003		0,2315	
	2004-2006	35,35%	0,231	0,2593
	2007-2009	34,66%	0,23	0,2980
	2010-2012	27,99%	0,2615	0,3013
	2013-2015	28,88%	0,263	0,2723
	2016-2018	51,02%		0,2729
2019-2020				
Espagne	1986-1988	0,00%	0,307	
	1989-1991	0,00%	0,3	
	1992-1994	0,00%	0,3265	
	1995-1997	0,00%	0,353	
	1998-2000	0,00%	0,336	
	2001-2003		0,326	
	2004-2006	0,00%	0,316	0,4764
	2007-2009	0,00%	0,307	0,5132
	2010-2012	0,00%	0,333	0,4413
	2013-2015	17,99%	0,343	0,3657
	2016-2018	18,36%	0,339	0,3619
2019-2020	26,26%			
Suède	1986-1988	0,00%	0,212	
	1989-1991	6,70%	0,2205	
	1992-1994	1,20%	0,229	
	1995-1997		0,221	
	1998-2000	0,00%	0,252	
	2001-2003	1,44%	0,2445	
	2004-2006	2,90%	0,237	0,1274
	2007-2009			0,2472
	2010-2012	5,70%		0,2647
	2013-2015	12,86%		0,2908
	2016-2018	17,53%		0,2213
2019-2020				
Suisse	1986-1988	14,51%		
	1989-1991	19,40%		
	1992-1994		0,307	
	1995-1997	21,10%	0,2935	
	1998-2000	25,55%	0,28	
	2001-2003	28,60%	0,273	
	2004-2006		0,268	
	2007-2009	30,08%	0,311	
	2010-2012	29,07%	0,294	
	2013-2015	31,90%	0,295	
	2016-2018			
2019-2020	27,56%			
Royaume-Uni	1986-1988	0,26%	0,303	
	1989-1991		0,336	
	1992-1994	0,00%	0,339	
	1995-1997	0,41%	0,344	
	1998-2000		0,346	
	2001-2003	2,20%	0,345	
	2004-2006	3,10%	0,344	0,5901
	2007-2009		0,339	0,5844
	2010-2012	3,70%	0,334	0,5705
	2013-2015	13,22%	0,33	0,6080
	2016-2018	2,50%	0,337	0,5868
2019-2020	0,57%			

Source : Auteur

Annexe 2 : Corrélations

Annexe 2.1 : Corrélations générales

Corr (Populisme, Inégalités de revenu) = 0,10479472
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(153) = 1,30342$, avec une p. critique bilatérale 0,1944

Corr (Populisme, Inclusion financière) = -0,44419590
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(70) = -4,1481$, avec une p. critique bilatérale 0,0001

Corr (Inégalités de revenu, Inclusion financière) = 0,30499354
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(83) = 2,91764$, avec une p. critique bilatérale 0,0045

Source : Auteur

Annexe 2.2 : Corrélations liées à l'Europe de l'Ouest

Corr (Populisme Ouest, Inégalités revenu Ouest) = 0,44438964
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(52) = 3,57716$, avec une p. critique bilatérale 0,0008

Corr (Populisme Ouest, Inclusion financière Ouest) = -0,54464501
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(19) = -2,83075$, avec une p. critique bilatérale 0,0107

Corr (Inégalités revenu Ouest, Inclusion financière Ouest) = 0,10852279
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(27) = 0,567251$, avec une p. critique bilatérale 0,5752

Source : Auteur

Annexe 2.3 : Corrélations liées à l'Europe du Nord

Corr (Populisme Nord, Inégalités revenu Nord) = -0,32469559
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(43) = -2,25114$, avec une p. critique bilatérale 0,0295

Corr (Populisme Nord, Inclusion financière Nord) = -0,41675179
Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :
 $t(16) = -1,83385$, avec une p. critique bilatérale 0,0853

Corr (Inégalités revenu Nord, Inclusion financière Nord) = 0,88094463

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(17) = 7,67557$, avec une p. critique bilatérale 0,0000

Source : Auteur

Annexe 2.4 : Corrélations liées à l'Europe de l'Est

Corr (Populisme Est, Inégalités revenu Est) = 0,29126125

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(24) = 1,49155$, avec une p. critique bilatérale 0,1488

Corr (Populisme Est, Inclusion financière Est) = 0,08445669

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(13) = 0,305605$, avec une p. critique bilatérale 0,7647

Corr (Inégalités revenu Est, Inclusion financière Est) = -0,12252567

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(16) = -0,493823$, avec une p. critique bilatérale 0,6281

Source : Auteur

Annexe 2.5 : Corrélations liées à l'Europe du Sud

Corr (Populisme Sud, Inégalités revenu Sud) = -0,18658557

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(28) = -1,00497$, avec une p. critique bilatérale 0,3235

Corr (Populisme Sud, Inclusion financière Sud) = -0,24679172

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(16) = -1,01868$, avec une p. critique bilatérale 0,3235

Corr (Inégalités revenu Sud, Inclusion financière Sud) = 0,12821708

Sous l'hypothèse nulle d'absence de corrélation :

$t(17) = 0,533052$, avec une p. critique bilatérale 0,6009

Source : Auteur

Annexe 3 : Régressions économétriques

Annexe 3.1 : Validation du modèle à effets fixes (F test)

Effets fixes, utilisant les 64 observations

19 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,0900396	0,425389	0,2117	0,8334
Inégalités de revenu	0,341482	1,51546	0,2253	0,8228
Inclusion financière	0,108868	0,231920	0,4694	0,6411
Moy. var. dép.	0,221094	Éc. type var. dép.		0,174756
Somme carrés résidus	0,433458	Éc. type de régression		0,100401
R2 - LSDV	0,774709	R2 intra		0,007739
F(20, 43) - LSDV	7,393229	p. critique (F)		2,34e-08
Log de vraisemblance	69,02291	Critère d'Akaike		-96,04581
Critère de Schwarz	-50,70927	Hannan-Quinn		-78,18546
rho	0,294776	Durbin-Watson		0,784031

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(2, 43) = 0,167696$

avec $p. critique = P(F(2, 43) > 0,167696) = 0,846161$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(18, 43) = 6,02924$

avec **p. critique** = $P(F(18, 43) > 6,02924) = 6,98732e-007$

Source : Auteur

Annexe 3.2 : Détermination du nombre de retards (critère d'Akaike)

Effets fixes, utilisant les 64 observations

19 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,0900396	0,425389	0,2117	0,8334
Inégalités de revenu	0,341482	1,51546	0,2253	0,8228
Inclusion financière	0,108868	0,231920	0,4694	0,6411
Moy. var. dép.	0,221094	Éc. type var. dép.		0,174756
Somme carrés résidus	0,433458	Éc. type de régression		0,100401
R2 - LSDV	0,774709	R2 intra		0,007739
F(20, 43) - LSDV	7,393229	p. critique (F)		2,34e-08
Log de vraisemblance	69,02291	Critère d'Akaike		-96,04581
Critère de Schwarz	-50,70927	Hannan-Quinn		-78,18546
rho	0,294776	Durbin-Watson		0,784031

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(2, 43) = 0,167696$

avec p. critique = $P(F(2, 43) > 0,167696) = 0,846161$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(18, 43) = 6,02924$

avec p. critique = $P(F(18, 43) > 6,02924) = 6,98732e-007$

Source : Auteur

Effets fixes, utilisant les 49 observations

18 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 4

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,514446	0,539614	-0,9534	0,3489	
Inégalités de revenu	0,533141	1,73426	0,3074	0,7609	
Inégalités de revenu_1	2,06824	1,69678	1,219	0,2334	
Inclusion financière	-0,778021	0,382109	-2,036	0,0517	*
Inclusion financière_1	0,810741	0,455703	1,779	0,0865	*
Moy. var. dép.	0,231429	Éc. type var. dép.	0,177458		
Somme carrés résidus	0,177098	Éc. type de régression	0,080989		
R2 - LSDV	0,882840	R2 intra	0,214687		
F(21, 27) - LSDV	9,688263	p. critique (F)	8,87e-08		
Log de vraisemblance	68,23245	Critère d'Akaike	-92,46489		
Critère de Schwarz	-50,84484	Hannan-Quinn	-76,67430		
rho	-0,300843	Durbin-Watson	1,408782		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(4, 27) = 1,8453$

avec p. critique = $P(F(4, 27) > 1,8453) = 0,149262$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(17, 27) = 8,70874$

avec p. critique = $P(F(17, 27) > 8,70874) = 5,43222e-007$

Source : Auteur

Effets fixes, utilisant les 36 observations

18 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 3

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,176857	1,48481	0,1191	0,9072
Inégalités de revenu	-0,765740	3,17169	-0,2414	0,8133
Inégalités de revenu_1	1,10802	2,73554	0,4050	0,6926
Inégalités de revenu_2	-0,244121	3,09135	-0,07897	0,9384
Inclusion financière	0,302058	0,979314	0,3084	0,7630
Inclusion financière_1	-1,04645	0,932141	-1,123	0,2836
Inclusion financière_2	0,978992	0,729341	1,342	0,2043
Moy. var. dép.	0,253558	Éc. type var. dép.	0,184628	
Somme carrés résidus	0,070357	Éc. type de régression	0,076571	
R2 - LSDV	0,941029	R2 intra	0,348582	
F(23, 12) - LSDV	8,325591	p. critique (F)	0,000245	
Log de vraisemblance	61,19673	Critère d'Akaike	-74,39346	
Critère de Schwarz	-36,38901	Hannan-Quinn	-61,12889	
rho	-0,654189	Durbin-Watson	1,645310	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(6, 12) = 1,07022$

avec p. critique = $P(F(6, 12) > 1,07022) = 0,431205$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(17, 12) = 6,78795$

avec p. critique = $P(F(17, 12) > 6,78795) = 0,00085242$

Source : Auteur

Annexe 3.3 : Typologie des différents modèles à estimer

	Régression de type 1		Régression de type 2		Régression de type 3	
	Sans variable d'interaction	Avec variables d'interaction	Sans variable d'interaction	Avec variables d'interaction	Sans variable d'interaction	Avec variables d'interaction
Pas de retard	Modèle n° 1.1.1	Modèle n° 1.2.1	Modèle n° 2.1.1	Modèle n° 2.2.1	Modèle n° 3.1.1	Modèle n° 3.2.1
Retard d'un intervalle	Modèle n° 1.1.2	Modèle n° 1.2.2	Modèle n° 2.1.2	Modèle n° 2.2.2	Modèle n° 3.1.2	Modèle n° 3.2.2
Retard de deux intervalles	Modèle n° 1.1.3	Modèle n° 1.2.3	Modèle n° 2.1.3	Modèle n° 2.2.3	Modèle n° 3.1.3	Modèle n° 3.2.3
Retard de trois intervalles	Modèle n° 1.1.4	/	Modèle n° 2.1.4	/	Modèle n° 3.1.4	/

Source : Auteur

Annexe 3.4 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (1986-2020) : régressions absolues

Modèle 1.1.1 : Effets fixes, utilisant les 155 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 3, maximum 10

Variable dépendante : Populisme

	Coefficient	Erreur Std	t de Student	p. critique	
constante	-0,191164	0,148650	-1,286	0,2007	
Inégalités de revenu	1,23158	0,533118	2,310	0,0224	**
Moy. var. dép.	0,151650	Éc. type var. dép.	0,148509		
Somme carrés résidus	1,566344	Éc. type de régression	0,108522		
R2 - LSDV	0,538831	R2 intra	0,038578		
F(21, 133) - LSDV	7,399886	p. critique (F)	5,29e-14		
Log de vraisemblance	136,1523	Critère d'Akaike	-228,3046		
Critère de Schwarz	-161,3493	Hannan-Quinn	-201,1089		
rho	0,892515	Durbin-Watson	0,476244		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 133) = 5,33679$

avec p. critique = $P(F(1, 133) > 5,33679) = 0,0224196$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 133) = 7,61152$

avec p. critique = $P(F(20, 133) > 7,61152) = 4,90554e-014$

Source : Auteur

Modèle 1.1.2 : Effets fixes, utilisant les 151 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 3, maximum 10

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,277436	0,161932	-1,713	0,0891	*
Inégalités de revenu_1	1,62871	0,584623	2,786	0,0061	***
Moy. var. dép.	0,173052	Éc. type var. dép.	0,159046		
Somme carrés résidus	1,446756	Éc. type de régression	0,105902		
R2 - LSDV	0,618707	R2 intra	0,056751		
F(21, 129) - LSDV	9,967759	p. critique (F)	3,21e-18		
Log de vraisemblance	136,6609	Critère d'Akaike	-229,3219		
Critère de Schwarz	-162,9417	Hannan-Quinn	-202,3548		
rho	0,699195	Durbin-Watson	0,591015		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 129) = 7,76128$

avec p. critique = $P(F(1, 129) > 7,76128) = 0,00614342$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 129) = 10,2665$

avec p. critique = $P(F(20, 129) > 10,2665) = 2,96718e-018$

Source : Auteur

Modèle 1.1.3 : Effets fixes, utilisant les 139 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 5, maximum 9

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,265974	0,144660	-1,839	0,0685	*
Inégalités de revenu_2	1,64267	0,522682	3,143	0,0021	***
Moy. var. dép.	0,187909	Éc. type var. dép.	0,164116		
Somme carrés résidus	1,122266	Éc. type de régression	0,097939		
R2 - LSDV	0,698065	R2 intra	0,077847		
F(21, 117) - LSDV	12,88101	p. critique (F)	1,61e-21		
Log de vraisemblance	137,6967	Critère d'Akaike	-231,3934		
Critère de Schwarz	-166,8349	Hannan-Quinn	-205,1585		
rho	0,583512	Durbin-Watson	0,704038		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 117) = 9,87705$

avec p. critique = $P(F(1, 117) > 9,87705) = 0,00212066$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 117) = 13,1622$

avec p. critique = $P(F(20, 117) > 13,1622) = 2,04091e-021$

Source : Auteur

Modèle 1.1.4 : Effets fixes, utilisant les 125 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 4, maximum 8

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	-0,0257910	0,153715	-0,1678	0,8671
Inégalités de revenu_3	0,819288	0,556752	1,472	0,1442
Moy. var. dép.	0,200037	Éc. type var. dép.	0,165589	
Somme carrés résidus	0,996950	Éc. type de régression	0,098383	
R2 - LSDV	0,706785	R2 intra	0,020591	
F(21, 103) - LSDV	11,82276	p. critique (F)	5,83e-19	
Log de vraisemblance	124,5932	Critère d'Akaike	-205,1864	
Critère de Schwarz	-142,9635	Hannan-Quinn	-179,9085	
rho	0,564159	Durbin-Watson	0,674737	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 103) = 2,16546$

avec p. critique = $P(F(1, 103) > 2,16546) = 0,144191$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 103) = 12,2195$

avec p. critique = $P(F(20, 103) > 12,2195) = 4,69132e-019$

Source : Auteur

Annexe 3.5 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (1986-2020) : régressions avec variables d'interaction

Modèle 1.2.1 : Effets fixes, utilisant les 155 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 3, maximum 10

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	-0,137709	0,158195	-0,8705	0,3856
Inégalités de revenu	0,455836	1,51937	0,3000	0,7646
Inégalités revenu Ouest	1,17862	1,76572	0,6675	0,5056
Inégalités revenu Nord	-0,190144	1,87210	-0,1016	0,9193
Inégalités revenu Est	1,43565	1,82499	0,7867	0,4329
Moy. var. dép.	0,151650	Éc. type var. dép.	0,148509	
Somme carrés résidus	1,546510	Éc. type de régression	0,109070	
R2 - LSDV	0,544671	R2 intra	0,050752	
F(24, 130) - LSDV	6,479481	p. critique (F)	5,14e-13	
Log de vraisemblance	137,1399	Critère d'Akaike	-224,2798	
Critère de Schwarz	-148,1942	Hannan-Quinn	-193,3755	
rho	0,925313	Durbin-Watson	0,475425	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(4, 130) = 1,73763$

avec p. critique = $P(F(4, 130) > 1,73763) = 0,145558$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 130) = 4,9696$

avec p. critique = $P(F(20, 130) > 4,9696) = 6,70011e-009$

Source : Auteur

Modèle 1.2.2 : Effets fixes, utilisant les 151 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 3, maximum 10

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	-0,256178	0,164015	-1,562	0,1208
Inégalités de revenu_1	1,17179	1,39470	0,8402	0,4024
Inégalités revenu Ouest_1	0,281055	1,70889	0,1645	0,8696
Inégalités revenu Nord_1	-0,159656	1,80428	-0,08849	0,9296
Inégalités revenu Est_1	1,94665	1,90446	1,022	0,3087
Moy. var. dép.	0,173052	Éc. type var. dép.	0,159046	
Somme carrés résidus	1,426951	Éc. type de régression	0,106419	
R2 - LSDV	0,623927	R2 intra	0,069663	
F(24, 126) - LSDV	8,710063	p. critique (F)	4,54e-17	
Log de vraisemblance	137,7016	Critère d'Akaike	-225,4033	
Critère de Schwarz	-149,9713	Hannan-Quinn	-194,7589	
rho	0,640291	Durbin-Watson	0,636616	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(4, 126) = 2,3587$

avec p. critique = $P(F(4, 126) > 2,3587) = 0,0569933$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 126) = 6,18343$

avec p. critique = $P(F(20, 126) > 6,18343) = 3,46094e-011$

Source : Auteur

Modèle 1.2.3 : Effets fixes, utilisant les 139 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 5, maximum 9

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	-0,231797	0,157635	-1,470	0,1442
Inégalités de revenu_2	2,14959	1,62737	1,321	0,1892
Inégalités revenu Ouest_2	-1,48825	1,87057	-0,7956	0,4279
Inégalités Nord_2	-0,826698	1,94492	-0,4251	0,6716
Inégalités revenu Est_2	0,518599	1,86351	0,2783	0,7813
Moy. var. dép.	0,187909	Éc. type var. dép.	0,164116	
Somme carrés résidus	1,097288	Éc. type de régression	0,098109	
R2 - LSDV	0,704785	R2 intra	0,098371	
F(24, 114) - LSDV	11,33999	p. critique (F)	2,23e-20	
Log de vraisemblance	139,2610	Critère d'Akaike	-228,5219	
Critère de Schwarz	-155,1601	Hannan-Quinn	-198,7096	
rho	0,534762	Durbin-Watson	0,760485	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(4, 114) = 3,10946$

avec p. critique = $P(F(4, 114) > 3,10946) = 0,0180551$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 114) = 7,2932$

avec p. critique = $P(F(20, 114) > 7,2932) = 9,31906e-013$

Source : Auteur

Annexe 3.6 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière (2004-2020) : régressions absolues

Modèle 2.1.1 : Effets fixes, utilisant les 64 observations

19 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,0900396	0,425389	0,2117	0,8334
Inégalités de revenu	0,341482	1,51546	0,2253	0,8228
Inclusion financière	0,108868	0,231920	0,4694	0,6411
Moy. var. dép.	0,221094	Éc. type var. dép.		0,174756
Somme carrés résidus	0,433458	Éc. type de régression		0,100401
R2 - LSDV	0,774709	R2 intra		0,007739
F(20, 43) - LSDV	7,393229	p. critique (F)		2,34e-08
Log de vraisemblance	69,02291	Critère d'Akaike		-96,04581
Critère de Schwarz	-50,70927	Hannan-Quinn		-78,18546
rho	0,294776	Durbin-Watson		0,784031

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(2, 43) = 0,167696$

avec p. critique = $P(F(2, 43) > 0,167696) = 0,846161$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(18, 43) = 6,02924$

avec p. critique = $P(F(18, 43) > 6,02924) = 6,98732e-007$

Source : Auteur

Modèle 2.1.2 : Effets fixes, utilisant les 61 observations

18 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 2, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,385885	0,383385	-1,007	0,3201	
Inégalités de revenu_1	2,19974	1,30227	1,689	0,0988	*
Inclusion financière_1	0,0109161	0,240511	0,04539	0,9640	
Moy. var. dép.	0,245879	Éc. type var. dép.	0,183905		
Somme carrés résidus	0,290538	Éc. type de régression	0,084180		
R2 - LSDV	0,856825	R2 intra	0,065130		
F(19, 41) - LSDV	12,91386	p. critique (F)	9,54e-12		
Log de vraisemblance	76,52500	Critère d'Akaike	-113,0500		
Critère de Schwarz	-70,83253	Hannan-Quinn	-96,50458		
rho	-0,139112	Durbin-Watson	1,230923		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(2, 41) = 1,42817$

avec p. critique = $P(F(2, 41) > 1,42817) = 0,251422$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(17, 41) = 9,92644$

avec p. critique = $P(F(17, 41) > 9,92644) = 1,22718e-009$

Source : Auteur

Modèle 2.1.3 : Effets fixes, utilisant les 51 observations

19 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 4

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,525431	0,419323	-1,253	0,2199	
Inégalités de revenu_2	2,58627	1,40457	1,841	0,0755	*
Inclusion financière_2	0,188872	0,272152	0,6940	0,4930	
Moy. var. dép.	0,265280	Éc. type var. dép.	0,190860		
Somme carrés résidus	0,158305	Éc. type de régression	0,072642		
R2 - LSDV	0,913085	R2 intra	0,106183		
F(20, 30) - LSDV	15,75822	p. critique (F)	7,43e-11		
Log de vraisemblance	74,89812	Critère d'Akaike	-107,7962		
Critère de Schwarz	-67,22789	Hannan-Quinn	-92,29387		
rho	-0,385200	Durbin-Watson	1,401781		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(2, 30) = 1,78196$

avec p. critique = $P(F(2, 30) > 1,78196) = 0,185664$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(18, 30) = 11,1737$

avec p. critique = $P(F(18, 30) > 11,1737) = 8,70373e-009$

Source : Auteur

Modèle 2.1.4 : Effets fixes, utilisant les 38 observations

19 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 3

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,696669	0,653615	1,066	0,3014
Inégalités de revenu_3	-1,57385	2,12016	-0,7423	0,4680
Inclusion financière_3	0,113100	0,507571	0,2228	0,8263
Moy. var. dép.	0,281047	Éc. type var. dép.	0,188481	
Somme carrés résidus	0,084708	Éc. type de régression	0,070589	
R2 - LSDV	0,935555	R2 intra	0,041428	
F(20, 17) - LSDV	12,33960	p. critique (F)	1,53e-06	
Log de vraisemblance	62,09683	Critère d'Akaike	-82,19366	
Critère de Schwarz	-47,80435	Hannan-Quinn	-69,95821	
rho	-0,789825	Durbin-Watson	1,673964	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(2, 17) = 0,367359$

avec p. critique = $P(F(2, 17) > 0,367359) = 0,697926$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(18, 17) = 8,14076$

avec p. critique = $P(F(18, 17) > 8,14076) = 3,59721e-005$

Source : Auteur

Annexe 3.7 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu et l'inclusion financière (2004-2020) : régressions avec variables d'interaction

Modèle 2.2.1 : Effets fixes, utilisant les 64 observations

19 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,187357	0,599092	0,3127	0,7562
Inégalités de revenu	0,987091	2,73509	0,3609	0,7202
Inclusion financière	-0,241574	0,726627	-0,3325	0,7414
Inégalités revenu Ouest	2,51910	4,78683	0,5263	0,6019
Inégalités revenu Nord	-4,31557	6,11970	-0,7052	0,4851
Inégalités revenu Est	-4,41732	6,22139	-0,7100	0,4821
Inclusion financière Ouest	-0,0296874	0,841447	-0,03528	0,9720
Inclusion financière Nord	1,54695	1,75578	0,8811	0,3840
Inclusion financière Est	1,55229	1,10604	1,403	0,1688
Moy. var. dép.	0,221094	Éc. type var. dép.	0,174756	
Somme carrés résidus	0,368517	Éc. type de régression	0,099799	
R2 - LSDV	0,808463	R2 intra	0,156401	
F(26, 37) - LSDV	6,006687	p. critique (F)	5,31e-07	
Log de vraisemblance	74,21679	Critère d'Akaike	-94,43357	
Critère de Schwarz	-36,14373	Hannan-Quinn	-71,47026	
rho	0,173057	Durbin-Watson	0,980058	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(8, 37) = 0,857464$

avec p. critique = $P(F(8, 37) > 0,857464) = 0,55997$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(18, 37) = 4,37682$

avec p. critique = $P(F(18, 37) > 4,37682) = 7,19037e-005$

Source : Auteur

Modèle 2.2.2 : Effets fixes, utilisant les 61 observations

18 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 2, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	-0,809757	0,538643	-1,503	0,1417
Inégalités de revenu_1	3,51028	2,28078	1,539	0,1328
Inclusion financière_1	-0,0577896	0,622313	-0,09286	0,9265
Inégalités revenu Ouest_1	4,59423	5,70287	0,8056	0,4259
Inégalités revenu Nord_1	-4,02034	3,93734	-1,021	0,3142
Inégalités revenu Est_1	-1,54014	3,83498	-0,4016	0,6904
Inclusion financière Ouest_1	-0,413846	0,744458	-0,5559	0,5818
Inclusion financière Nord_1	0,738943	1,23510	0,5983	0,5535
Inclusion financière Est_1	1,45283	1,02370	1,419	0,1647
Moy. var. dép.	0,245879	Éc. type var. dép.	0,183905	
Somme carrés résidus	0,243027	Éc. type de régression	0,083329	
R2 - LSDV	0,880238	R2 intra	0,218006	
F(25, 35) - LSDV	10,28987	p. critique (F)	8,05e-10	
Log de vraisemblance	81,97112	Critère d'Akaike	-111,9422	
Critère de Schwarz	-57,05952	Hannan-Quinn	-90,43319	
rho	-0,305837	Durbin-Watson	1,437002	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(8, 35) = 1,21967$ avec p. critique = $P(F(8, 35) > 1,21967) = 0,316566$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(17, 35) = 5,88927$ avec p. critique = $P(F(17, 35) > 5,88927) = 4,89111e-006$ *Source : Auteur*

Modèle 2.2.3 : Effets fixes, utilisant les 51 observations

19 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 4

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,473675	0,566416	-0,8363	0,4113	
Inegalitesderevenu_2	6,89685	2,13588	3,229	0,0036	***
Inclusionfinancière_2	0,927705	0,648763	1,430	0,1656	
Inégalités revenu Ouest_2	-3,67172	6,06486	-0,6054	0,5506	
Inégalités revenu Nord_2	-6,69130	3,99751	-1,674	0,1071	
Inégalités revenu Est_2	-8,10247	4,19604	-1,931	0,0654	*
Inclusion financière Ouest_2	-0,965929	0,738748	-1,308	0,2034	
Inclusion financière Nord_2	-1,18010	1,21372	-0,9723	0,3406	
Inclusion financière Est_2	0,309631	0,877333	0,3529	0,7272	
Moy. var. dép.	0,265280	Éc. type var. dép.	0,190860		
Somme carrés résidus	0,104788	Éc. type de régression	0,066077		
R2 - LSDV	0,942467	R2 intra	0,408346		
F(26, 24) - LSDV	15,12132	p. critique (F)	1,85e-09		
Log de vraisemblance	85,41889	Critère d'Akaike	-116,8378		
Critère de Schwarz	-64,67849	Hannan-Quinn	-96,90617		
rho	-0,601239	Durbin-Watson	1,773740		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(8, 24) = 2,07053$ avec p. critique = $P(F(8, 24) > 2,07053) = 0,0803907$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(18, 24) = 7,73319$ avec p. critique = $P(F(18, 24) > 7,73319) = 4,02921e-006$ *Source : Auteur*

Annexe 3.8 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (2004-2020) : régressions absolues

Modèle 3.1.1 : Effets fixes, utilisant les 70 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,0878273	0,391963	0,2241	0,8237
Inégalités de revenu	0,475438	1,36886	0,3473	0,7299
Moy. var. dép.	0,223907	Éc. type var. dép.		0,168009
Somme carrés résidus	0,438743	Éc. type de régression		0,095606
R2 - LSDV	0,774734	R2 intra		0,002507
F(21, 48) - LSDV	7,861013	p. critique (F)		2,08e-09
Log de vraisemblance	78,20612	Critère d'Akaike		-112,4122
Critère de Schwarz	-62,94535	Hannan-Quinn		-92,76339
rho	0,285409	Durbin-Watson		0,777017

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 48) = 0,120633$

avec p. critique = $P(F(1, 48) > 0,120633) = 0,729867$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 48) = 8,2526$

avec p. critique = $P(F(20, 48) > 8,2526) = 1,26407e-009$

Source : Auteur

Modèle 3.1.2 : Effets fixes, utilisant les 67 observations

20 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 2, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	-0,274015	0,316541	-0,8657	0,3912
Inégalités de revenu_1	1,82757	1,11286	1,642	0,1074
Moy. var. dép.	0,245569	Éc. type var. dép.	0,176480	
Somme carrés résidus	0,297233	Éc. type de régression	0,080384	
R2 - LSDV	0,855403	R2 intra	0,055382	
F(20, 46) - LSDV	13,60624	p. critique (F)	3,54e-13	
Log de vraisemblance	86,43184	Critère d'Akaike	-130,8637	
Critère de Schwarz	-84,56513	Hannan-Quinn	-112,5432	
rho	-0,134170	Durbin-Watson	1,232733	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 46) = 2,69693$

avec p. critique = $P(F(1, 46) > 2,69693) = 0,107361$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(19, 46) = 14,3211$

avec p. critique = $P(F(19, 46) > 14,3211) = 2,04727e-013$

Source : Auteur

Modèle 3.1.3 : Effets fixes, utilisant les 56 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 4

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,290620	0,325277	-0,8935	0,3779	
Inégalités de revenu_2	1,94916	1,14469	1,703	0,0977	*
Moy. var. dép.	0,263029	Éc. type var. dép.	0,183304		
Somme carrés résidus	0,164145	Éc. type de régression	0,069482		
R2 - LSDV	0,911178	R2 intra	0,078577		
F(21, 34) - LSDV	16,60901	p. critique (F)	3,00e-12		
Log de vraisemblance	83,84552	Critère d'Akaike	-123,6910		
Critère de Schwarz	-79,13330	Hannan-Quinn	-106,4161		
rho	-0,389889	Durbin-Watson	1,420991		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 34) = 2,89946$

avec p. critique = $P(F(1, 34) > 2,89946) = 0,0977363$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 34) = 17,4097$

avec p. critique = $P(F(20, 34) > 17,4097) = 1,94315e-012$

Source : Auteur

Modèle 3.1.4 : Effets fixes, utilisant les 42 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 3

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
constante	0,719909	0,461859	1,559	0,1347
Inégalités de revenu_3	-1,57226	1,63521	-0,9615	0,3478
Moy. var. dép.	0,275938	Éc. type var. dép.	0,181148	
Somme carrés résidus	0,085423	Éc. type de régression	0,065354	
R2 - LSDV	0,936507	R2 intra	0,044182	
F(21, 20) - LSDV	14,04744	p. critique (F)	7,97e-08	
Log de vraisemblance	70,55866	Critère d'Akaike	-97,11733	
Critère de Schwarz	-58,88859	Hannan-Quinn	-83,10498	
rho	-0,797224	Durbin-Watson	1,690594	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(1, 20) = 0,924483$

avec p. critique = $P(F(1, 20) > 0,924483) = 0,347782$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 20) = 14,7409$

avec p. critique = $P(F(20, 20) > 14,7409) = 5,79757e-008$

Source : Auteur

Annexe 3.9 : Régresser le populisme sur les inégalités de revenu (2004-2020) : régressions avec variables d'interaction

Modèle 3.2.1 : Effets fixes, utilisant les 70 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	0,441426	0,458541	0,9627	0,3409	
Inégalites de revenu	1,54226	2,06828	0,7457	0,4597	
Inégalités revenu Ouest	-0,174347	3,02382	-0,05766	0,9543	
Inégalités revenu Nord	-2,61919	4,78646	-0,5472	0,5869	
Inégalités revenu Est	-8,96262	5,18363	-1,729	0,0907	*
Moy. var. dép.	0,223907	Éc. type var. dép.		0,168009	
Somme carrés résidus	0,408609	Éc. type de régression		0,095290	
R2 - LSDV	0,790205	R2 intra		0,071016	
F(24, 45) - LSDV	7,062317	p. critique (F)		1,11e-08	
Log de vraisemblance	80,69652	Critère d'Akaike		-111,3930	
Critère de Schwarz	-55,18065	Hannan-Quinn		-89,06479	
rho	0,156109	Durbin-Watson		1,002664	

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(4, 45) = 0,860008$

avec p. critique = $P(F(4, 45) > 0,860008) = 0,495221$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 45) = 4,85555$

avec p. critique = $P(F(20, 45) > 4,85555) = 5,41875e-006$

Source : Auteur

Modèle 3.2.2 : Effets fixes, utilisant les 67 observations

20 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 2, maximum 5

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	-0,164298	0,336994	-0,4875	0,6284	
Inégalités de revenu_1	3,63663	1,78710	2,035	0,0481	**
Inégalités revenu Ouest_1	-2,40345	2,81579	-0,8536	0,3981	
Inégalités revenu Nord_1	-2,92725	3,32475	-0,8804	0,3835	
Inégalités revenu Est_1	-3,99213	3,24090	-1,232	0,2247	
Moy. var. dép.	0,245569	Éc. type var. dép.	0,176480		
Somme carrés résidus	0,284589	Éc. type de régression	0,081353		
R2 - LSDV	0,861553	R2 intra	0,095564		
F(23, 43) - LSDV	11,63432	p. critique (F)	7,23e-12		
Log de vraisemblance	87,88806	Critère d'Akaike	-127,7761		
Critère de Schwarz	-74,86349	Hannan-Quinn	-106,8385		
rho	-0,201886	Durbin-Watson	1,270476		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(4, 43) = 1,13586$ avec p. critique = $P(F(4, 43) > 1,13586) = 0,352437$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(19, 43) = 6,54474$ avec p. critique = $P(F(19, 43) > 6,54474) = 1,75635e-007$ *Source : Auteur*

Modèle 3.2.3 : Effets fixes, utilisant les 56 observations

21 unités de coupe transversale incluses

Longueur des séries temporelles : minimum 1, maximum 4

Variable dépendante : Populisme

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>	
constante	0,0823317	0,343192	0,2399	0,8120	
Inégalités de revenu_2	5,03776	1,69152	2,978	0,0056	***
Inégalités revenu Ouest_2	-4,16186	2,62409	-1,586	0,1229	
Inégalités revenu Nord_2	-5,39454	2,98045	-1,810	0,0800	*
Inégalités revenu Est_2	-8,27343	3,86303	-2,142	0,0402	**
Moy. var. dép.	0,263029	Éc. type var. dép.	0,183304		
Somme carrés résidus	0,134859	Éc. type de régression	0,065957		
R2 - LSDV	0,927025	R2 intra	0,242974		
F(24, 31) - LSDV	16,40857	p. critique (F)	1,10e-11		
Log de vraisemblance	89,34810	Critère d'Akaike	-128,6962		
Critère de Schwarz	-78,06242	Hannan-Quinn	-109,0656		
rho	-0,565897	Durbin-Watson	1,752112		

Test conjoint des régresseurs spécifiés -

Statistique de test : $F(4, 31) = 2,48742$ avec p. critique = $P(F(4, 31) > 2,48742) = 0,0637357$

Test de différence de constante entre groupes -

Hypothèse nulle : Les groupes ont une ordonnée à l'origine commune

Statistique de test : $F(20, 31) = 8,41223$ avec p. critique = $P(F(20, 31) > 8,41223) = 1,1867e-007$ *Source : Auteur*

Annexe 3.10 : Evaluation de la qualité des modèles (R^2 ajustés)

Modèle	R^2 normal	Taille de l'échantillon (N)	Nombre de paramètres (p)	R^2 ajusté
1.1.1	0,5388	155	32	0,4179
1.1.2	0,6187	151	32	0,5153
1.1.3	0,6981	139	31	0,6106
1.1.4	0,7068	125	30	0,6132
1.2.1	0,5447	155	35	0,4108
1.2.2	0,6239	151	35	0,5095
1.2.3	0,7048	139	34	0,6083
2.1.1	0,7747	64	25	0,6265
2.1.2	0,8568	61	24	0,7614
2.1.3	0,9131	51	24	0,8329
2.1.4	0,9356	38	23	0,8297
2.2.1	0,8085	64	31	0,6229
2.2.2	0,8802	61	30	0,7605
2.2.3	0,9425	51	30	0,8562
3.1.1	0,7747	70	26	0,6385
3.1.2	0,8554	67	25	0,7672
3.1.3	0,9112	56	25	0,8372
3.1.4	0,9365	42	24	0,8469
3.2.1	0,7902	70	29	0,6381
3.2.2	0,8616	67	28	0,7595
3.2.3	0,9270	56	28	0,8513

R^2 ajusté moyen par type de régression		R^2 ajusté moyen effets d'interaction vs aucun effet d'interaction		R^2 ajusté moyen par retard considéré	
Type 1 (1.X.X)	0,5265	Type 1 sans effet d'interaction (1.1.X)	0,5146	0 retard (X.X.1)	0,5591
		Type 1 avec effets d'interaction (1.2.X)	0,5095	Retard d'un intervalle (X.X.2)	0,6789
Type 2 (2.X.X)	0,7557	Type 2 sans effet d'interaction (2.1.X)	0,7402	Retard de deux intervalles (X.X.3)	0,7661
		Type 2 avec effets d'interaction (2.2.X)	0,7465		
Type 3 (3.X.X)	0,7627	Type 3 sans effet d'interaction (3.1.X)	0,7476		
		Type 3 avec effets d'interaction (3.2.X)	0,7497		

Source : Auteur